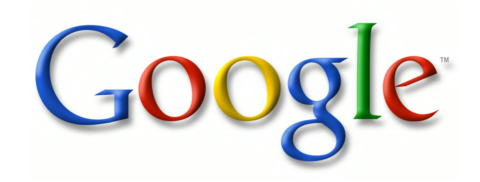
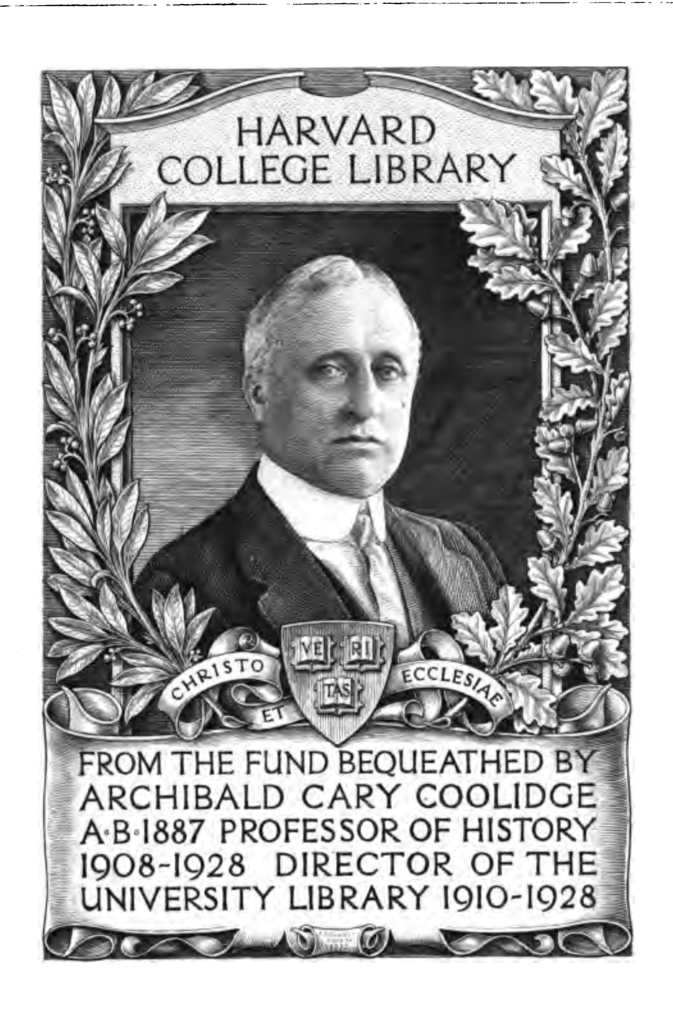
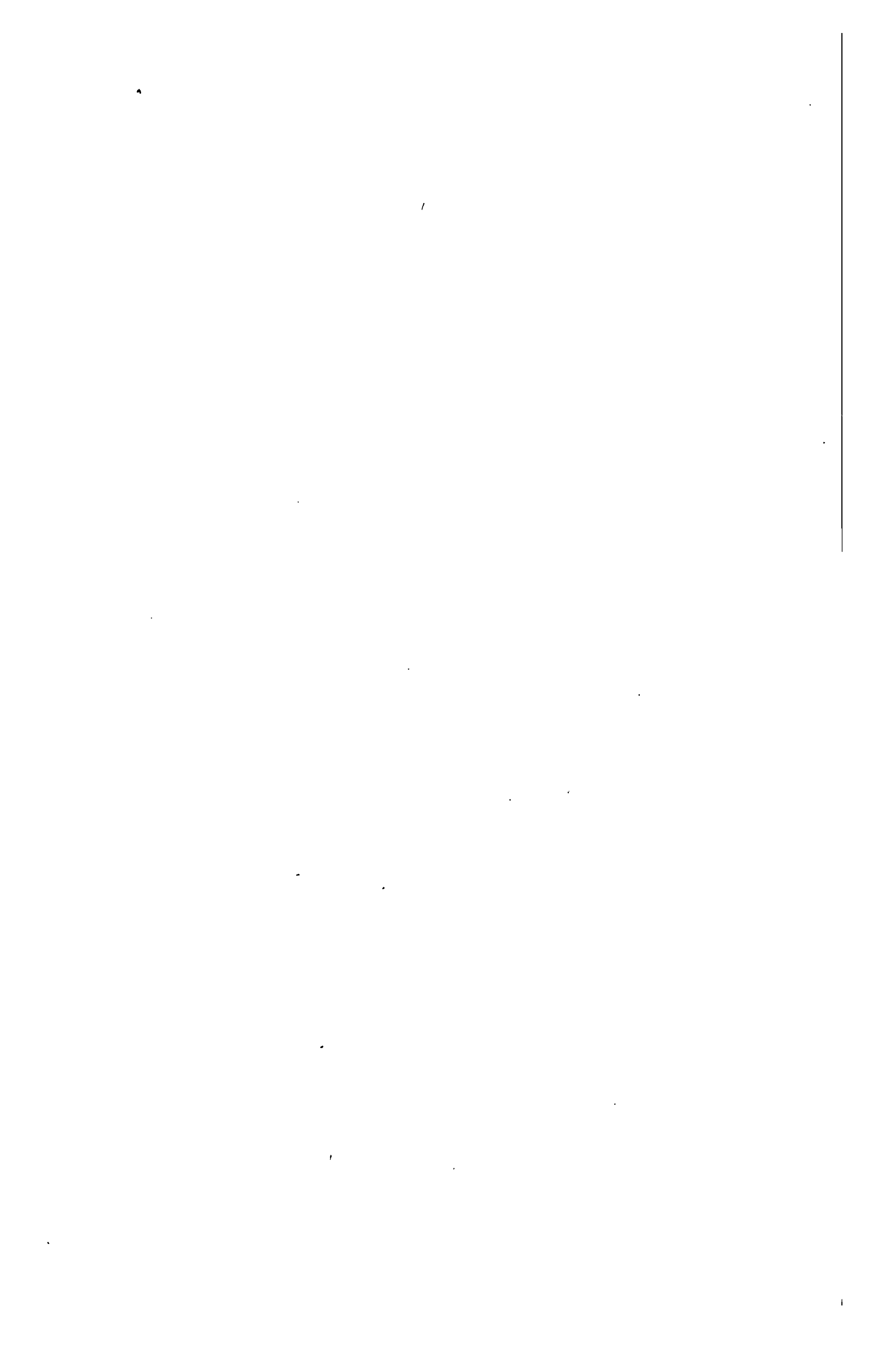
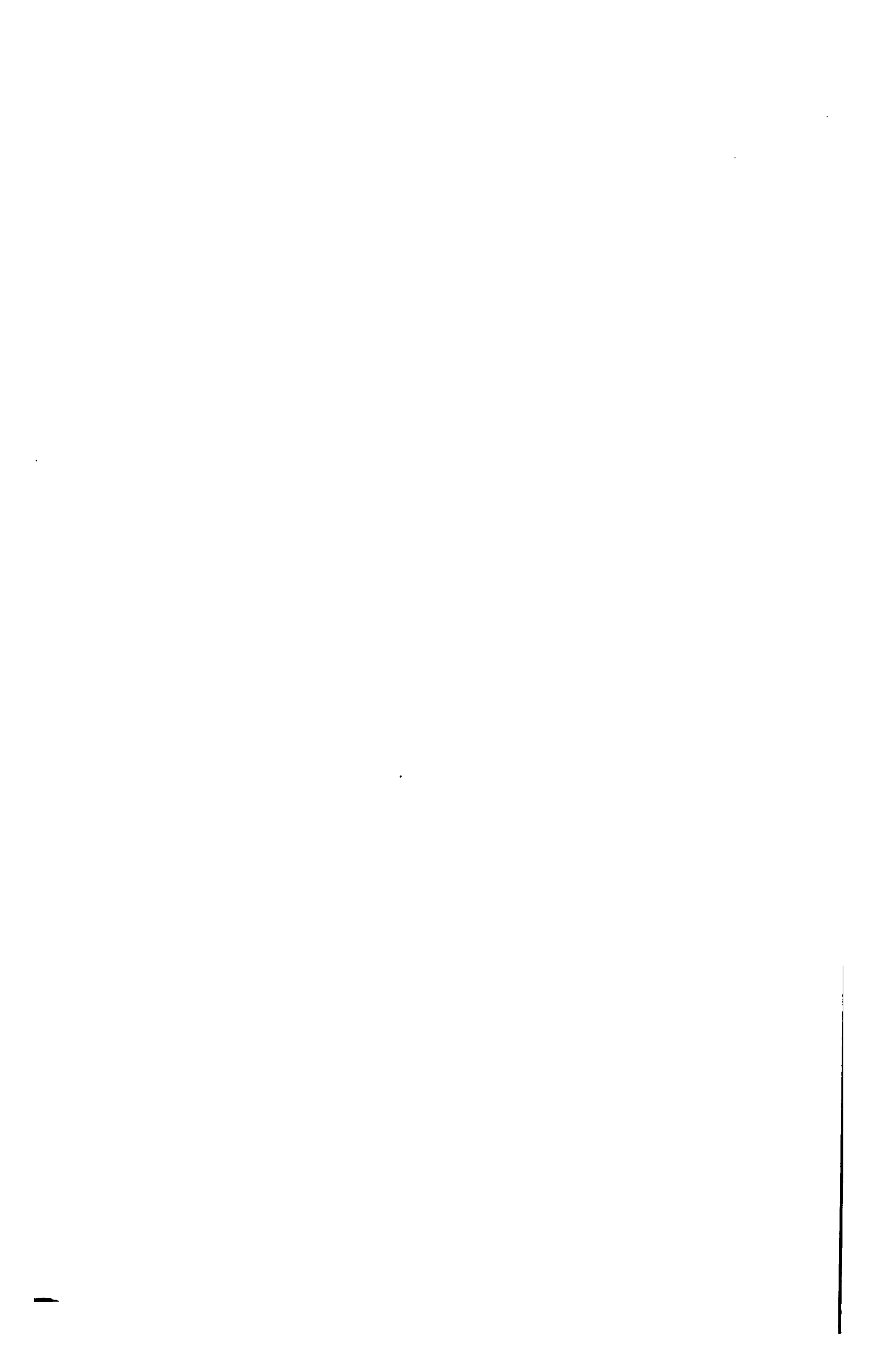



HARVARD
COLLEGE LIBRARY
CHRISTO
VE RI TAS
ET
ECCLESIAE
FROM THE FUND BEQUEATHED BY
ARCHIBALD CARY COOLIDGE
A·B·1887 PROFESSOR OF HISTORY
1908-1928 DIRECTOR OF THE
UNIVERSITY LIBRARY 1910-1928





LA RUSSIE ET L'ANGLETERRE

DANS

L'ASIE CENTRALE,

PAR

M. F. MARTENS,

Professeur de droit international à l'Université impériale de St-Pétersbourg.

(Extrait de la *Revue de droit international et de législation comparée*, 3me livraison, 1879.)

GAND,

IMPRIMERIE I.-S. VAN DOOSSELAERE,

Rue de Bruges, 35.

—

1879.

LA RUSSIE ET L'ANGLETERRE DANS L'ASIE CENTRALE,

PAR

M. F. MARTENS,

Professeur de droit international à l'Université impériale de St-Pétersbourg.

> Il faut une science politique nouvelle
> à un monde tout nouveau.
> A. DE TOCQUEVILLE.

Le congrès de Berlin avait à peine mis fin aux craintes d'une collision inévitable entre la Russie et l'Angleterre, provoquée par leur politique divergente à l'égard de la Turquie, que de nouveaux nuages vinrent troubler l'horizon politique. Du fond de l'Asie centrale, l'Europe fut inondée d'une masse de dépêches télégraphiques, d'après lesquelles une mission russe serait arrivée à Caboul, chargée de conclure un traité d'alliance offensive et défensive entre la Russie et l'Afghanistan contre l'Angleterre, et aurait été reçue avec distinction par l'émir régnant de l'Afghanistan, Shir-Ali.

Ces nouvelles se répandirent dans le monde civilisé avec la rapidité de l'éclair; elles firent, surtout en Angleterre, une impression profonde. Le parlement anglais demanda au gouvernement des éclaircissements détaillés sur les événements de l'Afghanistan; la presse anglaise renouvela sa campagne contre les « intrigues » et la « perfidie » de la Russie dans l'Asie centrale; des personnes clairvoyantes et énergiques déclarèrent une guerre entre la Russie et l'Angleterre inévitable et nécessaire. L'Angleterre, disait-on, ne saurait consentir à une intervention quelconque de la part de la Russie dans les affaires intérieures de l'Afghanistan, du pays voisin des Indes anglaises. La Russie avait fait, à plusieurs reprises, la promesse formelle de ne pas intervenir dans l'Afghanistan, d'abandonner ce pays à l'influence prédominante, exclusive du gouvernement anglais; en envoyant une mission diplomatique à Caboul, le gouvernement russe manquait à sa parole, violait ses engagements; une guerre

déclarée par l'Angleterre à la Russie serait juste au point de vue du droi et à celui de la morale.

On pouvait répondre aux partisans de cette opinion que si une missio russe avait pu entrer en triomphe à Caboul, c'est parce que l'émir Shir-A avait bien voulu lui laisser passer la frontière et la recevoir à bras ouverts on pouvait prouver par des faits incontestables que c'est le gouvern ment du vice-roi des Indes orientales qui a *forcé* l'émir à se jeter dans l bras de la Russie; on pouvait enfin demander avec raison, pourqu Shir-Ali ne voulait pour rien au monde consentir à recevoir un envoy anglais dans sa capitale, tandis qu'il faisait un accueil si empressé à l'e voyé du *Tsar Blanc*, dont il n'a jamais obtenu ni des subsides en argen ni des preuves d'alliance intime sous forme de munitions de guerre, canons et de fusils?

Les partisans d'une guerre contre la Russie mirent de côté toutes c circonstances en ne leur reconnaissant aucune valeur politique. Ils affi mèrent avec énergie et conviction, que l'émir d'Afghanistan n'était qu'u instrument dans les mains de la Russie; que ses méfaits à l'égard de l'A gleterre étaient commis sous la pression d'une force majeure; que Russie était la seule coupable, qu'elle était l'instigatrice du manque d bonne foi et de reconnaissance imputé à Shir-Ali. Punir le coupable laisser de côté l'instigateur serait le comble de l'injustice. Enfin, un rencontre de la Russie et de l'Angleterre dans l'Asie centrale était aus certaine que le lever et le coucher du soleil. La Russie, qui venait d terminer une guerre longue et acharnée contre la Turquie, étai affaiblie et saignait de plusieurs blessures. Elle n'était pas en éta d'opposer une résistance effective et prolongée dans une lutte ave l'Angleterre et celle-ci aurait toutes les chances de résoudre d'u seul coup toute la question d'Orient, en Europe comme en Asie, con formément à ses propres intérêts et à ses aspirations nationales.

La Russie *ou* l'Angleterre doit gouverner les peuples asiatiques, te est l'adage des partisans d'une politique anglaise énergique dans l'Asi centrale. La conduite de l'émir en automne de l'année passée et l'affaiblissement de la Russie après la guerre contre la Turquie offraient une occasion unique et exceptionnellement favorable, pour détruire dans ses fondements le prestige de la Russie en Asie et son pouvoir sur les khanats annexés.

Cependant, grâce à la sagesse et au sang-froid du gouvernement anglais, les partisans du raisonnement sus-mentionné ont échoué dans

leurs tentatives de brouiller les deux grandes puissances qui sont chargées par la Providence divine de civiliser les peuplades sauvages de l'Asie, de convaincre, par leur force et leur esprit de justice, les tribus barbares de ces contrées que le respect du droit et le développement des relations pacifiques et commerciales leur sont à elles-mêmes plus profitables que le pillage, les représailles et la guerre en permanence. La conviction que des mesures hostiles à l'égard de la Russie, à l'occasion de l'apparition d'une mission diplomatique russe à Caboul, auraient été aussi dangereuses pour l'Angleterre même qu'onéreuses pour la Russie, l'a emporté au sein du cabinet de Saint-James. Le péril d'une rupture avec la Russie a pu être conjuré.

Toutefois, le gouvernement anglais décida de demander compte à l'émir d'Afghanistan de sa conduite à l'égard de la Russie. Tout le poids de la responsabilité fut jeté sur l'infortuné Shir-Ali. Le cabinet de Londres résolut de mettre hors de cause le gouvernement russe et de prévenir par des mesures efficaces la possibilité d'une infidélité de la part de son *voisin et cher ami*, l'émir d'Afghanistan.

Au mois d'août de l'année passée, le gouvernement anglais décida d'envoyer à Caboul en mission extraordinaire M. Neville Chamberlain. Shir-Ali refusa de laisser cette mission franchir la frontière. L'envoyé anglais avec sa très nombreuse suite fut obligé de rebrousser chemin. L'ultimatum anglais ayant également été rejeté par le souverain de l'Afghanistan, la guerre éclata au mois de novembre.

Après une guerre de plusieurs mois, pendant laquelle l'émir Shir-Ali passa dans l'autre monde et l'état des choses intérieur de l'Afghanistan devint des plus critiques au point de vue de la stabilité, l'héritier du trône, Yakoub-Khan, se décida à souscrire aux conditions de paix proposées par le vice-roi lord Lytton.

En vertu de ce traité, l'Afghanistan a cessé d'exister comme État indépendant. L'émir s'est engagé à régler ses relations avec les États étrangers d'après les conseils et sous le contrôle immédiat de l'Angleterre (art. 3). Un ministre anglais, entouré d'une bonne escorte et ayant pouvoir d'envoyer des agents anglais sur la frontière afghane, résidera à Caboul, en qualité de représentant diplomatique permanent de l'Angleterre. L'émir est aussi autorisé à se faire représenter aux Indes (art. 4).

D'après l'article 5, l'émir garantit la tranquillité et le respect dû aux agents anglais en Afghanistan. Les relations commerciales seront établies entre l'Afghanistan et les Indes sur la base d'un accord spécial. Enfin les

vallées de Khouroum, de Pirchine et de Sibri resteront acquises à l'Angleterre, à charge pour celle-ci de payer à l'émir les excédents du revenu de ces territoires, une fois les frais d'administration couverts. Le gouvernement anglais doit exercer une autorité sur les défilés de Khyber et de Michni, aussi bien que sur les relations et l'indépendance des tribus de la frontière dans le district où ces défilés se trouvent situés.

En échange de toutes ces concessions faites au gouvernement anglais, l'émir recevra de celui-ci un subside annuel de six lacs de roupies (120,000 liv. st. ?) à la condition d'exécuter le traité fidèlement.

Telles sont les stipulations du traité de paix conclu tout récemment entre l'Angleterre et l'Afghanistan. Il est inutile d'examiner dès à présent la question de savoir si ce traité *peut* être exécuté fidèlement par l'émir actuel de Caboul. Il serait peut-être puéril de prétendre qu'en concluant ce traité avec l'Afghanistan, le vice-roi des Indes a uniquement agi sous l'influence de cet « orgueil de possession et de cet instinct de gouvernement » dont parle le duc d'Argyll et qui, d'après son avis, pourraient donner lieu aux excès les plus extravagants et aux abus les plus dangereux (1).

Nous n'examinerons pour le moment, ni la portée politique de ce traité de paix, ni sa force obligatoire pour les deux parties contractantes. Il est incontestable qu'il doit exercer une influence immense sur l'avenir des rapports entre l'Angleterre et l'Afghanistan. Si ce traité est mis à exécution effectivement, l'Afghanistan deviendra certainement une province anglaise. Le vice-roi des Indes gouvernera à Caboul, en maître absolu. On comprend dès-lors la portée de ce traité de paix pour l'état de choses actuel dans l'Asie centrale.

L'Afghanistan devenu province anglaise mettra les possessions russes d'Asie en contact immédiat avec les pays qui se trouvent sous le sceptre impérial de la reine d'Angleterre.

Ainsi, grâce à ce traité de paix, se trouverait effectué ce voisinage immédiat des possessions russes et anglaises dans l'Asie centrale, que beaucoup d'Anglais ont déclaré être le plus grand danger pour les Indes. Selon une opinion très répandue en Angleterre, le pays de l'émir de Caboul devait rester pour toujours neutre et servir comme de *buffer* entre les Indes et les khanats asiatiques annexés par la Russie.

Maintenant, la nouvelle politique d'Angleterre en Asie a écarté ce

(1) Duc d'ARGYLL, *The Eastern Question from the treaty of Paris* 1856 *to the treaty of Berlin* 1878, *and to the second Afghan war*. Londres, 1879. T. II, p. 217.

buffer, détruit cette barrière, enlevé le dernier obstacle qui s'opposait à une collision directe entre la Russie et l'Angleterre dans les plaines arides de l'Asie. Quelle imprudence! quelle maladresse de la part du gouvernement anglais! — s'écrieront les adversaires de lord Beaconsfield. Quel manque de clairvoyance! quelle criminelle légèreté! — diront ceux des Anglais pour lesquels, selon les termes du duc d'Argyll, « la jalousie et la crainte de la Russie est devenue une manie. »

A ce point de vue, le traité de paix conclu avec l'Afghanistan devrait avoir tous les titres à la sympathie des Russes qui ne voient dans les progrès des armées russes dans l'Asie centrale qu'une marche vers les Indes. Pour eux, la marche progressive et victorieuse de nos armées rapproche de plus en plus la Russie du pays qui est le point le plus vulnérable de la Grande-Bretagne. Pourtant, on ne trouve pas en Russie beaucoup de personnes sensées qui s'imaginent les Indes anglaises comme but final de la marche triomphante de nos troupes. Au contraire, l'opinion que ces conquêtes de khanats barbares au fond de l'Asie centrale sont un fardeau très-lourd pour la Russie, et qu'une nécessité impérieuse a seule forcé le gouvernement russe de ne pas s'arrêter au moment voulu, — cette opinion a beaucoup plus de partisans en Russie que la précédente.

Mais, pour dire la vérité, il faut avouer que la politique du gouvernement anglais a été, pendant ces dernières années, animée à l'égard de la Russie d'un mauvais vouloir si prononcé, et que l'attitude de l'Angleterre pendant la durée de la dernière guerre dans la presqu'île des Balkans a été si systématiquement hostile aux prétentions et aux aspirations les plus légitimes de la nation russe, qu'en Russie, même ceux qui regardaient avac effroi les progrès de nos conquêtes, se sont habitués à l'idée qu'on pourrait un jour faire une diversion vers ces Indes si chères aux Anglais. On comprend donc pourquoi même ceux des Russes qui ne sont nullement enthousiasmés des conquêtes faites en Asie par les armes russes, devaient se familiariser graduellement avec l'idée qu'une rencontre avec les Anglais sur les bords de l'Indus et sur les hauteurs de l'Hindoukousch est devenue inévitable et qu'une loi naturelle, immuable la prescrit.

Mais nous le répétons, cette conclusion n'est qu'une conséquence logique de la politique anglaise en Orient, d'un côté, et de cette crainte jalouse à l'égard de la Russie, devenue une manie en Angleterre, de l'autre. Il serait injuste au plus haut degré d'attribuer à un esprit chauviniste ou belliqueux de la nation russe l'idée qu'une expédition contre les Indes pourrait un jour devenir une nécessité impérieuse et un devoir inéluctable.

A raison de ces opinions très répandues en Angleterre et en Russie, il paraît incontestable que le traité de paix, signé par Yakoub-Khan, doit avoir tous les droits à la reconnaissance des partisans d'une lutte acharnée entre ces deux grandes puissances dans l'Asie. Les Anglais russophobes se réjouissent, parce que l'Afghanistan est devenu une province anglaise et que le traité de paix a porté un coup « mortel » au prestige de la Russie en Asie; les Russes anglophobes sont sincèrement reconnaissants au gouvernement de lord Beaconsfield de ce qu'il a, d'un seul coup, rapproché les possessions anglaises des pays asiatiques qui ont reconnu la suprématie de la Russie. Les extrêmes se touchent.

Cependant on doit se demander laquelle est la vraie de ces deux opinions, si divergentes dans leurs points de départs et si conformes dans leurs conclusions finales? Est-il réellement vrai qu'une lutte entre la Russie et l'Angleterre sur les bords de l'Indus est une nécessité absolue et une implacable fatalité? Ces deux grandes puissances civilisées sont-elles vraiment et inévitablement forcées par une loi immuable de donner aux peuples sauvages de l'Asie le triste spectacle d'une lutte acharnée, impitoyable? Est-il digne de la civilisation européenne dont l'Angleterre et la Russie sont les seuls représentants dans l'Asie centrale, d'évoquer les instincts pervertis des hordes asiatiques et de profiter de la haine sauvage que ces barbares portent à toutes les nations chrétiennes et civilisées? A-t-on sérieusement réfléchi sur cette question : qui donc profitera, en dernière analyse, de cette lutte entre l'Angleterre et la Russie; laquelle de ces deux puissances, restée victorieuse sur les champs de bataille, sera en état de retenir sous sa domination toutes les nations asiatiques et toutes les tribus pillardes et sauvages au concours desquelles elle devra ses succès?

Il suffit de réfléchir sérieusement sur ces questions pour se convaincre qu'une lutte entre la Russie et l'Angleterre dans l'Asie centrale serait pour les deux pays une calamité immense. Quant à nous, plus nous avons étudié l'état des choses en Asie, plus il nous a été possible de suivre la marche progressive des conquêtes russes et anglaises dans cette partie du monde, plus nous avons été en état d'approfondir les mobiles de la politique russe et les aspirations réelles de la nation russe, — et plus nous sommes convaincu que la conquête des Indes n'a jamais été le but *réel* et *primitif* de la politique russe, qu'une guerre entre la Russie et l'Angleterre dans l'Asie centrale serait une calamité incalculable pour les *deux* puissances, et que les nations sauvages indigènes profiteraient

seules *réellement* des victoires décisives remportées par l'un des belligérants.

En adoptant ce point de vue, qui malheureusement n'a pas trouvé jusqu'à présent une appréciation juste et complète, nous osons poser comme thèse irréfutable que les intérêts généraux de la civilisation sont parfaitement identiques aux intérêts particuliers ou nationaux de la Russie et de l'Angleterre dans la question de l'Asie centrale : les uns comme les autres exigent péremptoirement de ces deux grandes puissances qu'elles mettent de côté toute crainte mesquine, toute jalousie puérile et toute aspiration belliqueuse. Leur mission en Asie leur impose le devoir impérieux d'agir d'un commun accord à l'égard des pays asiatiques; leurs intérêts *vrais* et *réels* leur conseillent de se tendre mutuellement la main sur le sommet de l'Hindoukousch et de défendre virilement leurs conquêtes faites au nom de la civilisation et de l'humanité; l'avenir de l'Asie et le sort futur de leurs possessions obligent la Russie et de l'Angleterre à ne perdre jamais de vue le rôle sublime que la providence divine leur a tracé pour le bien des nations demi-sauvages et barbares de cette partie du monde.

Plus l'Angleterre et la Russie seront pénétrées du sentiment de la *solidarité* de leurs intérêts réciproques en Asie, plus elles se convaincront que le trait caractéristique de la civilisation est l'esprit de *coopération* pour le même but élevé, plus deviendront solides les bases de leur domination sur les peuples asiatiques et plus seront efficaces les garanties de la paix générale, en Europe et en Asie.

Tel est le point de vue d'où nous nous proposons de jeter un coup d'œil sur les relations mutuelles de la Russie et de l'Angleterre dans l'Asie centrale. Nous examinerons d'abord le développement historique des débats entre ces deux puissances, pour nous mettre à même de tirer des conclusions touchant l'état actuel de cette question.

Cet aperçu historique peut être divisé en deux parties : 1° de 1864 jusqu'à la conquête de Khiwa en 1873; 2° de 1873 jusqu'à la conclusion du traité de paix de 1879 entre l'Angleterre et l'Afghanistan. Après avoir parcouru l'histoire des pourparlers diplomatiques et apprécié les événements qui ont créé l'état actuel des choses dans l'Asie centrale, nous prendrons la liberté de développer la thèse que nous venons d'énoncer.

Toutefois, il nous semble impossible de porter un jugement quelconque sur les rapports entre la Russie et l'Angleterre, sans avoir élucidé préalablement une question fondamentale, celle des rapports *juridiques*

de la Russie et de l'Angleterre avec les peuples demi-sauvages et barbares de l'Asie. Est-il vrai que le droit international est applicable aussi aux relations d'une puissance civilisée avec une nation demi-sauvage? Est-il possible que dans les parages déserts de l'Asie, la diplomatie n'ait d'autres problèmes à résoudre que ceux qui lui incombent dans les pays populeux de l'Europe et de l'Amérique, qui, depuis des siècles, sont travaillés par les mêmes idées morales et juridiques, sillonnés par les mêmes aspirations vers un but commun et idéal de civilisation, égalisés par les sentiments de la solidarité du lien et de la nécessité d'une coopération en vue de combattre des maux également dangereux pour tous?

Non, le droit international européen n'est point applicable aux relations d'une puissance civilisée avec une nation demi-sauvage; la diplomatie de l'Europe est forcée, en Asie, de changer ses allures, ses moyens d'action et, à un certain degré, ses buts. Les rapports mutuels, les circonstances, le terrain, les conditions, les personnalités, les agents, — tout diffère plus ou moins : comment croire que le droit et la politique restent immuables et intacts?

Arrêtons-nous d'abord pour quelques instants sur le rôle du droit international et de la diplomatie de l'Europe dans l'Asie centrale(1).

I.

Les relations entre les nations civilisées, d'une part, et les peuples non civilisés ou demi-sauvages, d'autre part, prennent tous les ans des proportions plus grandes, et pourtant les principes juridiques de ces nouveaux rapports n'ont pas eu jusqu'à présent la chance d'attirer suffisamment l'attention des jurisconsultes.

Tout le monde convient qu'à mesure que l'Europe devient trop étroite pour permettre le libre essor de toutes les forces intellectuelles et matérielles qu'une activité dévorante accumule journellement au sein des nations civilisées, les relations de celles-ci avec l'Orient et même avec l'Afrique doivent se développer progressivement. De plus, on est d'accord que la mission des nations européennes est précisément d'inculquer aux tribus et peuples de l'Orient les idées du droit, et de les initier aux principes éternels et bienfaisants qui ont mis l'Europe à la tête de la civilisation et de l'humanité.

(1) Il nous paraît nécessaire de prévenir le lecteur que tous les faits et documents dont il sera fait mention dans cette étude, sont puisés aux sources officielles publiées, à plusieurs reprises, par le gouvernement anglais dans les *Blue books*.

Ces idées ont grandement favorisé le développement prodigieux des relations pacifiques et commerciales avec les pays asiatiques, qui jusqu'aux derniers temps étaient inaccessibles aux étrangers. Il est incontestable que les ressortissants des nations civilisées ont pu largement et impunément exploiter les populations des pays non-chrétiens qui par force ou par concession amiable ont ouvert leurs ports et leurs villes au commerce européen. Enfin, ces relations ont été fixées dans une grand nombre de conventions ou traités de commerce et de navigation.

Tel est l'état actuel des choses et telles sont les relations virtuellement existantes entre les nations civilisées et non-civilisées. Mais si l'on se demande comment la science du droit des gens envisage ces relations et comment elle les détermine par des règles de droit, la réponse est difficile à donner. En effet, la science du droit international non seulement n'a pas encore trouvé de règles constantes pour fixer les rapports entre les nations d'une culture profondément différente, mais elle n'a pas encore fait une seule tentative sérieuse pour résoudre ce problème.

Ce serait peine perdue que de chercher une réponse quelconque chez les maîtres classiques de la science. Ni Grotius, ni Vattel, ni G. F. de Martens ne pouvaient traiter cette question, qui s'est posée à la science seulement au commencement de ce siècle, si on laisse de côté les relations des puissances européennes avec l'empire ottoman. Toutefois, surtout à l'égard de la Turquie, les nations européennes et spécialement la Russie ont fait consister pendant des siècles leur tâche dans la protection des intérêts de la religion chrétienne et de la civilisation européenne. Mais les relations avec la Turquie n'ont pas non plus été étudiées au point de vue du droit, sauf quelques tentatives plus ou moins réussies faites dans les derniers temps (1).

D'ailleurs, au point de vue de Vattel, de Martens et d'autres, il aurait été entièrement impossible d'établir, pour les rapports avec les peuples barbares, des règles conformes à la nature de ces rapports.

Ainsi, par exemple, d'après Vattel, le droit des gens « consiste dans une application juste et raisonnée de la loi naturelle aux affaires et à la conduite des nations ou des souverains » (2). Vattel s'élève contre ceux qui confondent « le droit naturel ordinaire » avec le droit des gens. Il

(1) La tentative la mieux réussie appartient, sans doute, à la plume éloquente et spirituelle de M. Rolin-Jaequemyns. *Revue de droit international*, VIII, 293-385, 511-544; X, 7-59, — *Étude sur la Question d'Orient*. Gand, 1877-1878.

(2) Vattel, Préface.

faut les distinguer, dit-il; cependant, toute personne qui a eu l'occasion de consulter l'ouvrage de Vattel, devenu classique grâce surtout à l'élasticité de ses principes et aux contradictions fort utiles à la diplomatie dont ce livre fourmille, conviendra que Vattel lui-même traite presque toutes les questions du droit des gens sur la base du droit naturel. D'ailleurs le titre même de l'ouvrage de Vattel ne laisse subsister aucun doute : « le droit des gens *ou* principes de la loi naturelle appliqués à la conduite et aux affaires des nations et des souverains. » Cependant, s'il n'y a aucune distinction entre le droit naturel et le droit des gens, les relations entre les nations civisées et non-civilisées pourront être réglées aussi bien d'après l'un que d'après l'autre. Rien n'empêche d'appliquer à des rapports d'une nature entièrement différente les mêmes principes de droit. Il suffit de tirer cette conclusion pour prouver que le point de départ de Vattel ne peut servir à résoudre la question qui nous occupe.

On ne trouve guère plus facilement une solution chez les maîtres compétents de la science contemporaine. D'un côté, on rencontre chez eux des idées très sympathiques, qui font honneur à leurs auteurs; de l'autre, on trouve une pénurie désespérante là où il semble naturel d'attendre un examen plus approfondi d'un objet qui a depuis longtemps tous les droits possible à l'attention du monde scientifique.

Le vénérable vice-président de l'Institut de droit international, M. Bluntschli, dans son célèbre traité de *Droit international codifié* (§ 7 et suivants), déclare que le droit international n'est pas limité aux nations européennes, mais que l'univers entier est son domaine. Le droit de l'humanité, dit-il, n'est autre chose que le droit international (§ 8).

En acceptant cette théorie, fondée sur un cosmopolitisme généreux et éclairé, on assure au droit international une large base et une portée universelle. Cependant, on retire du même coup à ce droit toutes ses bases positives et on le dépouille de toute sa portée pratique. Il suffit de faire ici une seule observation : virtuellement, le droit international n'est pas appliquable à tout le genre humain.

Comment saurait-on appliquer ce droit, qui est un produit de la civilisation européenne et une conséquence de la communauté des idées morales et juridiques des nations civilisées, aux peuples qui n'ont aucune conscience des devoirs qui en découlent? Est-il possible de reconnaître aux nations barbares tous les bénéfices de ce droit sans leur imposer aucun devoir, aucune obligation, aucune responsabilité?

Les peuples non-civilisés ne sauraient porter cette responsabilité pour leurs actes contraires aux principes de droit international, parce qu'ils sont incapables de comprendre les idées fondamentales, juridiques et morales, sur lesquelles est édifiée la société des nations européennes ou civilisées. A défaut de cette condition essentielle pour la force obligatoire du droit international, il est impossible, selon notre conviction intime, d'identifier le droit international avec le droit cosmopolite propre à tout le genre humain.

D'un autre côté, nous jugeons insuffisant ce que nous trouvons chez les autres écrivains sur cette question très importante, qui a dû se présenter maintes fois, et spécialement aux publicistes anglo-américains. L'Angleterre, par ses conquêtes et ses colonies dans les diverses parties de l'univers, et les États-Unis d'Amérique, grâce à leurs rapports avec les Peaux-rouges, devaient attirer particulièrement, sur cette matière, l'attention des jurisconsultes. Cependant ni chez Phillimore, ni chez Wheaton, elle n'est touchée autrement qu'incidemment et en quelques mots(1).

Essayons de fixer les principes de droit qui peuvent être appliqués aux relations des nations d'une culture essentiellement différente.

D'abord il faut se persuader une fois pour toutes, que le droit international ne saurait régler, dans l'ensemble de ses principes, les rapports, entre les nations civilisées, d'un côté, et non-civilisées, de l'autre.

Le droit international est l'ensemble des principes qui règlent les rapports des nations entre elles pour la poursuite de leurs buts de culture communs. Les nations reconnaissant la force obligatoire de certains principes juridiques, constatent en même temps leur conscience d'une communauté existante entre eux, d'une solidarité d'intérêts et d'une coopération mutuelle en vue des biens non accessibles à leurs forces isolées. Cette communauté des nations est née d'une communauté d'aspirations et se soutient grâce à la conscience de la nécessité absolue du développement de toutes les forces matérielles et de toutes les capacités morales. Ce but rationnel ne saurait être atteint par les États sans une assistance mutuelle, sans un commerce réglé et sans la conscience de devoirs auxquels correspondent des droits respectifs. Les nations civilisées sont convaincues que tous leurs progrès dans la voie qui conduit au

(1) Comp. PHILLIMORE, *International Law*, § CCXLIII. — WHEATON (édition DANA), p. 60 (§ 39). — DUDLEY FIELD, *Code*, § 79. — CREASY, *First platform of International Law*, § 135. — LAWRENCE, *Commentaire sur Wheaton*, t. I, p. 146 et suivantes.

développement de leurs aptitudes et de leurs forces matérielles dépendent de l'accord qui règne entre eux.

Cet accord même dépend de l'influence que les peuples exercent les uns sur les autres, et cette influence n'est que la résultante des aspirations et des actions des nations et des individus. Plus une nation s'est pénétrée de cette idée, plus elle aura d'influence sur les autres; plus un État comprend ses devoirs envers les autres, plus ses propres droits seront reconnus et respectés.

Le droit international est l'ensemble des lois et coutumes inhérentes aux rapports des nations qui sont parvenues à l'intelligence de la solidarité et de la nécessité de leur union au sein d'une même société et sous la protection des mêmes principes de droit. L'autorité de la justice et de la loi est fondée sur les affections des hommes et sur la conscience de leurs devoirs mutuels. Les rapports juridiques des peuples et l'autorité du droit international sont fondés sur les affections des nations et sur l'intelligence de ces droits et devoirs mutuels. Changez les rapports réciproques des nations, altérez les conditions de leur commerce mutuel, vous changerez en même temps la base des principes de droit dont la force obligatoire a été reconnue par elles. Détruisez chez les peuples l'intelligence de la nécessité d'un échange ininterrompu des produits de leur activité intellectuelle et matérielle, vous les ferez rebrousser chemin sur la route du progrès, lequel reste une utopie sans le développement des relations internationales, sans la protection du droit des gens. Plus se développe le commerce entre les nations, et plus le droit international s'établit sur des bases positives et inébranlables; plus les nations se pénètrent de l'impérieuse nécessité d'un accord entre elles pour la poursuite des buts rationnels de leur existence, et plus elles se rapprocheront de l'idéal de la société internationale au sein de laquelle chacun vivra pour tous et tous pour chacun (1).

Nous résumons notre pensée en disant que le droit international n'est appliquable qu'aux nations qui se trouvent au moins *à peu près* au même degré de culture et de progrès, et dont les rapports réciproques sont, en général, fondés sur les mêmes besoins de la vie, les mêmes affections, les mêmes aspirations morales et les mêmes notions du droit et du juste.

Partant de ce point de vue, on comprend pourquoi le droit international de l'Europe ne saurait régler les relations des nations civilisées,

(1) *Un pour tous, tous pour un.*

d'une part, et des peuples sauvages ou demi-barbares de l'autre. La vie des barbares ne connaît ni le commerce, ni l'agriculture, ni les métiers. Chaque individu, chez eux, est son propre protecteur, ne tient compte que de ses propres intérêts et les défend de toutes ses forces physiques contre toute attaque. Rien n'est plus caractéristique, pour l'état de choses primitif, que le manque incroyable d'accord et de coopération pour la poursuite d'un but commun que l'on constate chez les sauvages. Même en temps de guerre et en vue d'un danger imminent, il est difficile de persuader à une tribu sauvage que c'est l'union qui fait la force et qu'une assistance réciproque est nécessaire pour le salut de tous les membres.

Les mêmes traits caractéristiques sé révèlent dans les relations d'une tribu avec l'autre, d'un peuple barbare avec un voisin aussi barbare. Il y manque totalement l'intelligence de la nécessité d'un rapprochement mutuel et d'un accord pour la poursuite de buts communs. Les relations avec des étrangers, si elles se sont établies, constituent pour un peuple barbare une regrettable violation de son isolement, lequel reste son idéal et le but de ses aspirations.

Enfin les peuples barbares, non-seulement ne comprennent nullement la raison d'être d'un commerce entre les nations et ne sauraient se pénétrer de la nécessité de rapports bien établis, mais il leur est impossible de reconnaître quelques règles de droit, sous lesquelles ils devraient courber leur volonté. La force palpable et impérieuse peut seule les forcer à céder devant le droit d'autrui et à s'incliner devant la nécessité absolue. Autant il est impossible de trouver chez les peuples barbares la conscience de devoirs internationaux quelconques, autant il serait difficile de les convaincre de la nécessité de relations constantes et amicales avec les nations étrangères (1).

Telles sont les raisons pour lesquelles il nous paraît injuste d'exiger des nations asiatiques l'observation des règles élaborées pendant des siècles d'une vie commune entre les peuples chrétiens ou civilisés, et constituées sur la base de la solidarité des intérêts, ainsi que sur la base de notions communes de droit et de moralité. Toutes les relations entre les nations civilisées reposent sur l'idée de la *réciprocité*. Cette idée est incompréhensible aux peuples barbares. Enfin s'il est question d'une tribu, d'une peuplade, sans organisation sociale fixe, s'il y manque un pouvoir suprême reconnu, si même les limites du territoire sur lequel

(1) On trouvera quelques réflexions dignes d'attention dans les *Dissertations and discussions* de J. St. Mill, t. I, p. 161 etc.; t. III, p. 166.

elle vit sont indéterminables, — des rapports internationaux proprement dits ne sauront s'établir. L'indépendance nationale, la souveraineté d'un pouvoir gouvernemental, l'existence d'un territoire fixe et une organisation sociale — sont les conditions essentielles des relations internationales. Nous verrons que jusqu'à présent ces conditions n'ont pas existé dans l'Asie centrale chez plusieurs États indigènes.

Partant de ce même point de vue, John Stuart Mill a dit que « déclarer qu'une conduite quelconque (*any conduct whatever*), à l'égard d'un peuple barbare, est une violation du droit des gens, ne prouve qu'une seule chose, savoir, que celui qui le dit n'a jamais réfléchi sur cette matière. »

Cette analyse des éléments sur lesquels se fondent les rapports entre les nations civilisées et leur distinction d'avec les peuples barbares, nous a prouvé l'impossibilité d'appliquer le droit international aux relations des peuples asiatiques. Faut-il en conclure que les nations chrétiennes ne sont obligées d'observer aucune règle envers ces peuplades sauvages? Peut-on prétendre sérieusement qu'aucun principe de justice, qu'aucun devoir, qu'aucune loi n'a force obligatoire pour les nations d'Europe dans leurs rapports avec les peuples d'Asie? Serait-il juste, serait-il digne de la civilisation européenne de déclarer que ses représentants, dans les rapports internationaux, sont libres de tout frein, de tout devoir, et dégagés de toutes les obligations primitives et immuables de la justice et de la morale? Certainement non. Il existe un droit qui est appliquable aux relations avec les nations non-civilisées; il est indispensable de reconnaître certains principes comme régissant ces rapports de la vie internationale; il y a des règles immuables et éternelles pour le commerce mutuel des hommes. Ce droit est le *droit naturel*; ces principes sont les principes découlant de la nature des choses, c'est-à-dire des rapports spéciaux existant entre peuples d'une culture différente; ces règles immuables sont celles que nous prescrit notre conscience, ce miroir où viennent se refléter tous nos actes, toutes nos pensées, tous nos sentiments, toutes nos affections. Il y a des idées qui servent à l'homme comme principes d'appréciation pour tous les actes et tous les faits de la vie réelle. Parmi ces idées, les plus importantes sont celles du *vrai*, du *bien*, du *beau*, du *juste* (1). Ces idées sont « les éléments premiers de la pensée, la lumière qui éclaire et guide plus ou moins toute conscience humaine. » Ces idées sont propres à chaque état social, à chaque homme, à chaque

(1) Comp. Ahrens, *Cours de droit naturel ou de philosophie du droit*, t. I, p. 105 et suiv.

nation et à chaque époque. Mais parmi ces idées, celle du *juste* ou du *droit* est d'une importance exceptionnelle pour la vie humaine : elle nous donne la faculté de juger ce qui est juste et injuste, elle nous fait connaître les bases fondamentales de la vie sociale et apprécier les conditions premières des institutions existantes et des relations entre les nations.

C'est le droit naturel, non le droit international, qui est applicable aux rapports des nations civilisées avec les nations de l'Asie. Ce sont ses principes, ses idées, ses abstractions, ses règles morales et juridiques qui devront régler les relations mutuelles entre ces deux classes de nations. Le droit naturel expose les principes abstraits qui peuvent être appropriés à toutes les situations et à toutes les relations humaines. Il tire ses conclusions de la raison et de la nature humaine, et ses règles resteront immuables et vraies jusqu'au moment où cette raison et cette nature seront comprises d'une manière différente et donneront lieu à une nouvelle conception de la vie humaine et de son but final.

Ainsi, en Asie, le droit international se transforme en droit naturel, lequel exige également que la parole donnée soit exécutée consciencieusement, que la vie et la propriété d'autrui soient reconnues saintes et inviolables, que les mauvais instincts et les passions cèdent leur place aux impulsions justes, honnêtes et généreuses. Il serait puéril d'exiger des nations qui se trouvent dans cet état de nature des actions qui ne découlent que d'une conscience éclairée et ne s'expliquent que par la solidarité des intérêts et la réciprocité d'efforts tendant vers un même but social. Le droit naturel appliqué aux relations des nations ne suppose, ni la conscience de la nécessité des rapports internationaux, ni la coopération réfléchie pour la poursuite des buts communs, ni une activité commune des peuples sur la route du progrès.

Vu la différence essentielle dans la nature des relations avec les États demi-sauvages ou les peuplades barbares de l'Asie, la diplomatie européenne, placée sur ce terrain nouveau, doit aussi changer ses allures, ses moyens d'action et ses buts. D'abord, il nous paraît incontestable qu'en Asie, où les relations internationales n'existent que de *fait*, n'étant pas déterminées par des principes fixes du droit international, la diplomatie européenne est beaucoup plus libre dans son action et moins gênée par le contrôle d'une opinion publique éclairée. Cette liberté d'action s'explique, dans une large mesure, par le manque de moyens de communication rapide, par l'immensité des territoires sur lesquels agit la diplomatie, par l'incertitude des conditions géographiques de ces con-

trées, enfin par la faiblesse et l'inconscience des nations asiatiques à l'égard des moyens de défendre leurs droits et leurs intérêts. Étant données ces circonstances, il est naturel que des abus de la force brutale et des actions malhonnêtes se donnent plus souvent libre essor dans ces parages lointains et inconnus. Ces abus de la diplomatie européenne sont trop souvent provoqués par l'astuce et l'esprit de fourberie des nations demi barbares, et dès lors imposés par une nécessité impérieuse.

Les actes de la diplomatie européenne en Asie se présentent sous un double point de vue, selon les États asiatiques avec lesquels elle entre en relations. Il y a en Asie des États indigènes, comme la Perse, la Chine et le Japon, qui présentent toutes les conditions d'une organisation sociale fixe, et dont les gouvernements sont capables de diriger leurs rapports avec les nations européennes ou civilisées et d'assumer la responsabilité pour l'inviolabilité de la vie et de la propriété des étrangers. Avec ces États, les rapports internationaux pourront se développer pacifiquement et l'indépendance nationale de ces peuples doit être reconnue comme aussi inviolable que celle des États civilisés, seulement à la condition essentielle que les gouvernements persan, chinois et japonais seront toujours en état d'exécuter ces obligations envers l'étranger et de protéger efficacement les droits des sujets des États civilisés se trouvant sur leurs territoires. Malheureusement, ni la Perse, ni la Chine, ni le Japon n'offrent *toutes* les conditions nécessaires pour une protection efficace des étrangers : la population de ces pays n'est pas encore pénétrée de la nécessité des relations internationales; elle continue à donner, de temps en temps, libre essor à ses sentiments hostiles contre l'étranger, et alors des attentats effroyables contre la vie et la propriété des Européens exigent une répression énergique de la part du gouvernement du pays et une intervention effective de la part des puissances européennes intéressées dans les affaires intérieures de l'État asiatique. Enfin, ni les coutumes, ni les mœurs, ni les lois de ces pays asiatiques n'offrent toutes les garanties nécessaires pour un développement progressif des rapports internationaux, sur la base d'une égalité parfaite et d'une réciprocité reconnue. Telle est la raison d'être de la juridiction consulaire en Orient. L'abolition de cette juridiction exceptionnelle dans ces États sera la meilleure preuve que leurs législations, leurs coutumes et leurs mœurs publiques garantissent suffisamment les droits des étrangers. Dans ce cas, le droit international remplacerait le droit naturel dans les rapports avec ces pays, lesquels entreraient alors

pleinement dans la société des nations civilisées. Je ne pense pas que le moment soit déjà venu d'abolir la juridiction consulaire; je n'hésite pas à exprimer la conviction que même la sympathique nation japonaise, qui marche sur la route du progrès avec un zèle remarquable et une énergie digne de tout éloge, n'est pas mûre encore pour devenir un membre effectif de la famille des nations civilisées.

Les relations avec les tribus ou pays de l'Asie centrale, les khanats de Samarcande, de Boukhara, de Khokand, de Kaschgar, de Khiwa et d'Afghanistan, se présentent sous un autre aspect. Les tribus sauvages de ces contrées en général, et spécialement les célèbres Turcomans ne se soumettent à aucune organisation sociale fixe; elles sont errantes, demi sauvages et vivent de pillage et de meurtre. Qnant aux gouvernements des khanats susmentionnés, ils ne veulent pas et très-souvent ils ne *peuvent* pas maintenir l'ordre dans leurs propres possessions, ni garantir l'exécution fidèle des engagements pris, ni punir ceux de leurs sujets qui se livrent au pillage et aux incursions sur les territoires limitrophes des États civilisés. Les troubles intérieurs sont devenus dans ces pays une maladie chronique; des luttes acharnées entre plusieurs prétendants au même trône désorganisent de fond en comble l'intérieur de ces États; la vie et les biens des étrangers sont tous les jours mis en jeu par une population animée des plus mauvais instincts et des plus féroces intentions. L'État civilisé voisin est forcé d'intervenir, de demander des réparations, d'exiger des garanties au profit de ses ressortissants, d'insister sur le respect des engagements conclus et d'imposer des obligations mieux appropriées pour garantir à l'avenir la sécurité de ses frontières, le respect de la vie et l'inviolabilité de la propriété de ses sujets.

« Un gouvernement civilisé », dit J. St. Mill, « ne saurait éviter d'avoir des barbares pour voisins; s'il en a, il ne lui suffira pas toujours d'occuper une position défensive consistant dans la résistance aux agressions. Après un temps plus ou moins long de patience, le gouvernement civilisé sera forcé ou de conquérir ces barbares, ou de se garantir autant d'autorité sur eux et de briser tellement leur résistance qu'ils deviennent dépendants de lui. » Le célèbre philosophe anglais rapporte comme preuve de sa thèse l'histoire des relations entre le gouvernement anglais et les États indigènes des Indes(1). Le procès du gaekwar de Baroda, jugé et déposé de son trône par l'arrêt d'un tribunal de justice anglais

(1) MILL, *Dissertations and discussions*, t. III, p. 168.

en 1875, peut servir d'illustration à la thèse développée par l'éminent écrivain (1).

Nous ne pouvons mieux terminer cette caractéristique des relations d'un État civilisé avec les pays barbares ou demi sauvages qu'en citant les considérations suivantes, par lesquelles commence la célèbre circulaire diplomatique du prince Gortchakow en date du 21 novembre 1864 :

« La position de la Russie dans l'Asie centrale, disait le vice-chancelier de l'Empire, est celle de tous les États civilisés qui se trouvent en contact avec des peuplades à demi sauvages, errantes, sans organisation sociale fixe.

» Il arrive toujours, en pareil cas, que l'intérêt de la sécurité des frontières et celui des relations de commerce exigent que l'État plus civilisé exerce un certain ascendant sur des voisins que leurs mœurs nomades et turbulentes rendent fort incommodes.

» On a d'abord des incursions et des pillages à réprimer. Pour y mettre un terme, on est forcé de réduire à une soumission plus ou moins directe les peuplades limitrophes.

» Une fois ce résultat atteint, celles-ci prennent des habitudes plus tranquilles, mais elles se trouvent à leur tour exposées aux agressions des tribus plus éloignées.

» L'État est obligé de les défendre contre ces déprédations et de châtier ceux qui les commettent. De là, la nécessité d'expéditions lointaines, continues, périodiques, contre un ennemi que son organisation sociale rend insaisissable. Si l'on se borne à châtier les pillards et qu'on se retire, la leçon s'efface bientôt; la retraite est mise sur le compte de la faiblesse; les peuples asiatiques en particulier ne respectent que la force visible et palpable; la force morale de la raison et des intérêts de la civilisation n'a point encore de prise sur eux. La tâche est donc toujours à recommencer.

» Pour couper court à ces désordres permanents, on établit quelques points fortifiés parmi les populations ennemies; on exerce sur elles un ascendant qui peu à peu les réduit à une soumission plus ou moins forcée.

» Mais au-delà de cette seconde ligne, d'autres peuplades plus éloignées encore viennent bientôt provoquer les mêmes dangers et les mêmes répressions.

(1) Les sept *Blue books* publiés par le gouvernement anglais pendant les années 1873, 1874 et 1875 sur ce procès sont extrêmement intéressants. V. spécialement le premier volume : *Report of the commission appointed to inquire into the administration of the Baroda State*, p. 8, 11, 13, 17, 62 et suiv.

» L'État se trouve donc dans l'alternative, ou d'abandonner ce travail incessant et de livrer ses frontières à des désordres perpétuels qui y rendent toute prospérité, toute sécurité, toute civilisation impossible, ou bien d'avancer de plus en plus dans la profondeur de contrées sauvages où, à chaque pas qu'il accomplit, les distances accroissent les difficultés et les charges auxquelles il s'expose.

» Tel a été le sort de tous les pays qui ont été placés dans les mêmes conditions. Les États-Unis en Amérique, la France en Algérie, la Hollande dans ses colonies, l'Angleterre aux Indes, tous ont été inévitablement entraînés à suivre ***cette marche progressive où l'ambition a moins de part que l'impérieuse nécessité et où la plus grande difficulté consiste à savoir s'arrêter.*** »

Cette marche des États civilisés dans les contrées de l'Asie centrale, tracée de main de maître dans le document diplomatique cité, a déterminé la direction des opérations militaires et dirigé les démarches de la diplomatie.

Voyons quelle a été, en particulier, la marche des troupes russes dans l'Asie centrale, et de quelle nature ont été les pourparlers diplomatiques entre les gouvernements russe et anglais, occasionnés par les progrès de la Russie dans ces contrées.

II.

Bientôt après la guerre de Crimée, l'Europe entendit avec étonnement les nouvelles de victoires brillantes remportées au-delà de l'Oural par des troupes russes, d'un nombre tout-à-fait insignifiant, sur des armées asiatiques nombreuses. La conquête de plusieurs villes asiatiques donna lieu dans la presse anglaise aux attaques les plus acharnées et les moins justes contre l'ambition démesurée de la Russie et ses intrigues incessantes dirigées contre l'Angleterre. Toutes les conquêtes faites sur les nomades de l'Asie centrale, le public anglais les attribuait aux projets d'agression dirigés par la politique russe contre les possessions britanniques dans les Indes. Quoique même l'éminent géographe anglais Rawlinson, dans son fameux memorandum de 1868, fût obligé de reconnaître qu'une loi naturelle force les Russes de s'avancer dans l'Asie centrale, la plus grande partie de la nation anglaise ne voulait pas abandonner son idée de prédilection, savoir que la conquête des Indes orientales est le but final d'un plan grandiose, combiné avec un raffinement « moscovite » et mis en exécution avec une finesse « asiatique. » Les préventions les plus absur-

des trouvaient crédit en Angleterre, les préjugés les plus étranges étaient recommandés comme des révélations d'une sagesse politique hors ligne; les craintes les plus dénuées de fondement devenaient mot d'ordre pour tous ceux qui visaient à conquérir les sympathies et les hommages de leurs compatriotes.

Et pourtant, combien l'on peut s'expliquer plus simplement toutes ces conquêtes russes dans l'Asie centrale! Combien les causes de cette marche triomphante, mais certainement involontaire, des troupes russes dans les steppes et les déserts de l'Asie, sont plus naturelles! Comme il eut été plus logique pour l'Angleterre de se réjouir de ce que la Russie, après être entrée dans cette voie indéfinie de conquêtes, de luttes et d'annexions, se trouvait obligée de gaspiller ses forces et ses ressources, de provoquer des complications avec l'étranger, de retarder et de paralyser la marche continue de son développement intérieur! L'Angleterre devait, nous semble-t-il, voir d'un œil favorable cette politique de la Russie, qui engageait de plus en plus celle-ci dans des aventures lointaines, stériles et dangereuses. Mais la défiance à l'égard de la diplomatie moscovite, les préventions, les préjugés invétérés ont eu jusqu'à présent tellement de prise sur la nation anglaise, que l'explication la plus naturelle, la plus simple et la plus logique des événements de l'Asie centrale était justement celle qui trouvait le moins de croyants. Il *fallait* qu'il y eût des arrières-pensées très profondes, d'autant plus fines que *personne* n'était en état de les découvrir. On se demanda avec anxiété, en Angleterre : Quel est donc le but réel des conquêtes russes? Comment expliquer que les troupes russes se rapprochent lentement, mais progressivement, des possessions anglaises dans les Indes? Ce but final doit être la conquête des Indes, — répondaient aux Anglais la crainte, la méfiance et les préjugés invétérés.

Voyons cependant ce que répondent à ces questions la raison froide, l'amour de la vérité, et la conscience des forces et des ressources de la Russie.

Dans la séance annuelle du 22 mai 1865 de la Société royale de géographie de Londres, l'éminent président de la société, l'honorable sir Roderick Murchison prononça un discours très remarquable sur la question de l'Asie centrale, laquelle déjà à cette époque agitait fièvreusement le public anglais.

« Il faut se rappeler, disait sir Roderick, que bien avant le temps où l'Angleterre a eu des établissements aux Indes orientales, les Czars faisaient le commerce avec la Chine et les grands khanats de Boukhara,

Samarcande, etc. Depuis un temps immémorial, les caravanes traversaient les territoires des tribus nomades des Kirghises, qui ont été longtemps sous la domination russe. Dans ces dernières années, ces relations commerciales ont été souvent empêchées par des détachements de Khokands, guerriers et maraudeurs qui, franchissant les montagnes, pillaient les caravanes et les tribus kirghises le long de cette partie de la frontière russe qui se trouve située entre le fort Pétrovsky sur le Syr Daria (anciennement Jaxartes) et le grand lac d'Issikoul, qui s'étend vers la frontière chinoise.

» Résolu à punir ces désordres, le gouverneur d'Orenbourg fit abandonner aux stations de Cosaques la contrée stérile où des troupes ne pouvaient guère être entretenues, et les avança vers un pays plus fertile, contenant la ville de Tchemkend, qui fut conquise, pays qui produit le blé et l'herbe en quantité suffisante pour alimenter une ligne nouvelle de postes de Cosaques entre le fort Petrovsky et de lac d'Issikoul.

» Cette manière d'agir est conforme à la conduite adoptée par notre propre gouvernement aux Indes, à l'égard de tous les maraudeurs sur notre frontière; mais ces faits ont donné lieu aux plus grandes exagérations, et entre autres à la nouvelle de la prise de Khokand. »

» Je voudrais surtout, continuait l'honorable président, enlever à mes compatriotes, qui n'étudient que des cartes de l'Asie à l'échelle de 100 milles au pouce, cette idée absurde que l'empereur de Russie, en prenant pour base d'opération cette partie la plus stérile, la plus éloignée de son vaste empire, puisse avoir le moindre dessein contre l'Inde anglaise.

» Si l'on trouvait moyen, ce que je nie dans la connaissance que j'ai des steppes kirghises, de faire avancer une grande armée organisée à travers les déserts de l'Oxus, vers ces parties de la Chine avec lesquelles le peuple russe a entretenu longtemps des relations commerciales, il n'en reste pas moins vrai que l'on peut affirmer positivement que l'invasion de l'Inde anglaise, venant de la nouvelle frontière russe du côté de la Chine, frontière qui n'est occupée que par quelques postes de Cosaques, *est une pure chimère, si ce n'est une impossibilité physique.* »

Telle a été la réponse donnée par sir Roderick Murchison à la question qui, déjà en 1865, occupait le public anglais. L'autorité de la parole de sir Roderick Murchison, l'intégrité de son caractère, son patriotisme éprouvé étaient incontestables. Le témoignage d'une telle autorité aurait dû faire disparaître des préventions absurdes et imposer le silence aux accusateurs irréfléchis et prédisposés.

Hélas! ce langage si plein de dignité et d'une si incontestable autorité ne réussit pas à convaincre ceux qui voulaient à tout prix voir dans la marche progressive des troupes russes l'exécution de desseins profonds dirigés contre les Indes et contre l'Angleterre. Le vœu par lequel sir Roderick Murchison avait terminé son discours, de voir consolider sur une base solide et durable les relations de bonne amitié qui ont existé pendant des siècles entre la Russie et l'Angleterre, — ce vœu ne trouva pas en Angleterre l'écho qu'il trouva dans le cœur de la nation russe.

Déjà en 1864, l'opinion publique de l'Angleterre s'inquiétait à un tel degré des moindres pas faits par la politique russe dans les déserts de l'Asie centrale, que le cabinet de Saint-Pétersbourg crut nécessaire d'exposer les mobiles de son action et de fixer le but final qu'il poursuivait. Cet exposé se trouve dans la circulaire du 21 novembre 1864, dont nous avons eu l'occasion de citer plus haut le commencement. Le prince Gortchakow expose avec une franchise et une clarté remarquables les problèmes que doit résoudre la politique russe dans l'Asie centrale.

Après avoir prouvé qu'il était nécessaire d'empêcher les invasions et les méfaits des tribus pillardes, le gouvernement impérial déclare qu'il s'est vu placé dans l'alternative : « ou de laisser se perpétuer un état de désordre permanent qui paralyse toute sécurité et tout progrès, ou de se condamner à des expéditions coûteuses et lointaines, sans aucun résultat pratique et qu'il faut toujours recommencer, ou enfin d'entrer dans la voie indéfinie de conquêtes et d'invasions qui a conduit l'Angleterre à l'empire des Indes, en cherchant à soumettre l'un après l'autre, par la force des armes, les petits État indépendants dont les mœurs pilllardes et turbulentes et les perpétuelles révoltes ne laissaient à leurs voisins ni trève ni repos.

« Ni l'une ni l'autre de ces alternatives ne répondait au but que s'est tracé la politique de notre auguste maître, et qui est, non d'étendre hors de toute proportion raisonnable les contrées soumises à son sceptre, mais d'y asseoir sa domination sur des bases solides, d'en garantir la sécurité et d'y développer l'organisation sociale, le commerce, le bien-être et la civilisation. »

En vertu de ces considérations, voici le système qui fut adopté et les principes qui furent posés par le gouvernement russe à l'égard de l'Asie centrale :

« 1° Il a été jugé indispensable que les deux lignes fortifiées de nos frontières, l'une partant de la Chine jusqu'au lac Issyk-Kaul, l'autre

partant de la mer d'Aral le long du Syr-Daria, fussent réunies par des points fortifiés, de manière à ce que tous nos postes fussent à même de se soutenir mutuellement et ne laissent aucun intervalle par où pussent s'effectuer impunément les invasions et les déprédations des tribus nomades.

« 2° Il était essentiel que la ligne ainsi complétée de nos forts avancés fût située dans une contrée assez fertile, non seulement pour assurer leur approvisionnement, mais aussi pour faciliter la colonisation régulière qui seule peut préparer au pays occupé un avenir de stabilité et de prospérité, en gagnant à la vie civilisée les peuplades avoisinantes.

» Enfin, 3° *il était urgent de fixer cette ligne d'une manière définitive, afin d'échapper aux entraînements dangereux et presque inévitables qui de répression en représailles pouvait aboutir à une extension illimitée.* »

La franchise du langage de cet acte diplomatique surprit bien des personnes. On ne voulait pas croire que le gouvernement russe eût réellement l'intention sincère de s'arrêter dans ses conquêtes et de ne pas violer la ligne de frontière qu'il se traçait lui-même spontanément. Ce « manifeste », disait-on, n'a pour but que de cacher l'exécution de plans machiavéliques contre l'Angleterre et les Indes.

Les événements semblaient donner raison à ces soupçons. La Russie ne s'arrêta pas à la conquête du Turkestan et de la ville de Tchemkend. Au commencement de l'année 1865, une nouvelle expédition fut dirigée le long du Syr-Daria (Jaxartes) contre l'émir de Boukhara, et la ville de Taschkent fut prise et annexée. En 1866, les hostilités recommencèrent contre l'émir de Boukhara, qui retenait en prison plusieurs officiers de l'armée russe, et contre l'émir du Khokand. Après de nouvelles et brillantes victoires des troupes russes, la ville de Khodgant fut annexée avec une partie des possessions de l'émir du Khokand. Toutes ces acquisitions nouvelles furent incorporées dans la province du Turkestan créée alors et placée sous l'autorité d'un gouverneur-général dont la résidence fut établie à Taschkent.

Il va sans dire que toutes ces opérations dans l'Asie centrale soulevèrent en Angleterre une agitation profonde. On chercha à prouver, avec verve et indignation, que toutes les mesures prises par le gouvernement russe dans ces contrées étaient en contradiction flagrante avec les déclarations solennelles de la circulaire du mois de novembre. On prétendit, avec plus d'esprit que de raison, que l'encre avec laquelle était écrite la circulaire, n'avait pas eu le temps de sécher avant que toutes

les promesses faites dans cet acte fussent violées et réduites à l'état de lettre morte. Sir Henry Rawlinson répète aussi cette accusation spirituelle dans son *memorandum* du 2 juillet 1868.

Nous n'avons point l'intention de défendre la circulaire du 21 novembre contre des accusations pareilles.

Nous n'avons aucune mission de plaider pour qui ce soit. La vérité et le bon sens ont trouvé des défenseurs beaucoup plus compétents et plus autorisés que nous ne le sommes. A l'accusation de M. Rawlinson a répondu en 1870 le très-honorable sir Andrew Buchanan, alors ambassadeur de Sa Majesté britannique près la cour de Saint-Pétersbourg. Dans sa dépêche à lord Clarendon, en date du 24 janvier 1870, sir Andrew Buchanan écrivait, entre autres, les lignes suivantes : « Quant à la question de l'Asie centrale en général, nous pouvons croire volontiers que le prince Gortchakow n'aurait jamais écrit sa circulaire sur la ligne de Tchemkend, (c'est-à-dire, la circulaire du 21 novembre 1864,) que la Russie ne devait jamais passer, s'il eût prévu les événements qui suivirent si promptement cet acte. Cependant il est simplement naturel que le gouvernement (russe) fasse à présent des efforts pour faire de ce territoire qu'il a acquis, sagement ou imprudemment, une source de revenus pour l'empire; mais il est avéré que tel n'est pas le cas actuellement. Il est certain, presqu'au même degré, que le ministère des affaires étrangères de Russie a énergiquement combattu cette extension de la frontière. »

Personne n'accusera l'honorable sir Andrew Buchanan de faiblesse à l'égard de la Russie, mais en sa qualité d'honnête homme il devait dire la vérité, et vu sa position toute exceptionnelle à Saint-Pétersbourg, laquelle le mettait à même de connaître les vraies intentions du gouvernement russe, son témoignage acquiert une valeur hors ligne.

Au reste, pour peu qu'on relise avec attention et sans parti pris le commencement de la circulaire du 21 novembre, on voit percer presqu'à chaque ligne la crainte que les événements ne viennent forcer la main au gouvernement russe et le pousser plus avant dans la voie où l'ont engagé les circonstances, qui trop souvent se jouent de la liberté et de la volonté des hommes. Dans la caractéristique de la marche progressive des États civilisés, mis en contact avec les peuples à demi barbares, l'auteur de la circulaire prouve, par l'exemple de l'Angleterre même, qu'une « *nécessité impérieuse* » et une fatale prédestination contraignent ces États à continuer leur marche dans la voie des conquêtes, des

annexions et des expéditions militaires, afin de consolider les acquisitions déja faites et de garantir la tranquilité des populations déjà soumises. La plus grande difficulté, déclarait la circulaire, consiste à savoir s'arrêter. Voilà pourquoi il est incontestable que les trois principes proclamés par cet acte diplomatique, ainsi que la ligne de frontière arrêtée, ont été mis en avant sous la condition expresse que « l'impérieuse nécessité » n'obligerait point le gouvernement russe à continuer sa marche vers le fond de l'Asie centrale. Voilà pourquoi nous ne saurions voir aucune « contradiction flagrante » entre cette circulaire du 21 novembre 1864 et les annexions ultérieures faites par la Russie en Asie.

Nous sommes prêt à reconnaître le bien-fondé de cette accusation, sous les deux conditions suivantes : 1° Si l'on nous prouve que ce n'étaient pas des circonstances *indépendantes* de la volonté de la Russie qui lui ont forcé la main et l'ont poussée à passer la ligne de Tchemkend, et 2° si l'on veut bien nous démontrer que les immenses acquisitions faites dans l'Asie centrale sont *réellement* des bienfaits pour la Russie, et ne lui coûtent pas beaucoup plus qu'elles ne lui profitent jusqu'à présent. Cette double preuve nous paraît bien difficile, sinon impossible, à fournir.

Nous nous permettrons, quant à nous, de faire à la circulaire du 21 novembre un reproche d'une autre nature. Étant donnés les préjugés invétérés et les préventions qui règnent depuis longtemps en Angleterre à l'égard de la Russie, la circulaire aurait peut-être dû être moins franche et plus *moscovite*.

En tout cas, et quelque soit le jugement que l'on porte sur la circulaire du 21 novembre 1864, un fait a été bientôt certain : les peuples nomades et barbares de l'Asie ne reconnaissaient nullement les bonnes intentions de la Russie. « Il était évident, » dit un écrivain militaire français, « que la tranquillité et le bien-être dans ces contrées n'existe-
» raient, pour la Russie, que le jour où elle aurait annexés les quatres
» États de Khiwa, de Khokand, de Samarcande et de Boukhara [1]. »

Si l'on part de ce point de vue, qu'une nécessité inéluctable poussait la Russie à la conquête de ces quatre khanats, il est clair que toutes les protestations diplomatiques devaient rester infructueuses tant que le but qui vient d'être indiqué n'était pas atteint. Cependant il fallait du temps pour persuader au gouvernement anglais qu'il ne pourrait arrêter les troupes russes autrement que par la force des armes; Dieu merci,

(1) PAQUIN, *La Russie et l'Angleterre dans l'Asie centrale.* Paris, 1878, p. 11.

grâce au bon sens des hommes d'État aux mains desquels a été confiée, jusqu'à ces derniers temps, la direction des affaires en Angleterre et en Russie, le monde a été préservé de cette effroyable éventualité dont les conséquences seraient incalculables. Les pourparlers diplomatiques entre les deux gouvernements ont toujours dénoté un esprit de conciliation et de bonne volonté favorable au maintien des bons rapports. C'est seulement pendant les trois dernières années, après l'installation dans Downing street d'un ministère conservateur et la réouverture, en 1875, de l'intarissable question d'Orient, que les relations entre la Russie et l'Angleterre concernant l'Asie centrale ont pris un caractère plus hostile et que le langage des notes diplomatiques est devenu moins amical.

En 1865, quand lord Russell était à la tête du Foreign Office, l'accord entre la Russie et l'Angleterre était complet. Lord Russell chargea M. Lumley, chargé d'affaires d'Angleterre à Saint-Pétersbourg, de déclarer au gouvernement russe qu'il partageait entièrement les sentiments exprimés par sir Roderick Murchison sur la question de l'Asie centrale et qu'il était, par conséquent, également convaincu que toutes les appréhensions d'une conquête des possessions britanniques dans l'Inde, sont des « pures chimères. » (Note de lord Russell en date du 31 juillet 1865.) Pourtant, en vue d'une pacification des passions soulevées en Angleterre par les conquêtes russes, et pour prévenir des malentendus futurs, lord Russell proposait un échange de notes diplomatiques sur la position réciproque de la Russie et de l'Angleterre dans l'Asie centrale.

Cette proposition ne trouva pas auprès du gouvernement russe l'accueil désiré. Le prince Gortchakow répondit au chargé d'affaires d'Angleterre qu'il ne voyait aucune nécessité d'un échange de déclarations, parce que, « en homme pratique, » il ne saisissait pas l'utilité de cette démarche. L'empereur de Russie avait déjà déclaré ses intentions concernant les nouvelles acquisitions en Asie, et pour cette raison, il serait superflu de faire une déclaration nouvelle. Cependant, vu les appréhensions du gouvernement anglais, l'empereur Alexandre II daigna, au mois de septembre, déclarer de nouveau à l'ambassadeur de la Grande-Bretagne « que son gouvernement n'avait aucun plan ambitieux dans l'Asie centrale; que le langage de son gouvernement sur cet objet était entièrement libre de réserves ou arrière-pensées. » Enfin, le prince Gortchakow renouvela à plusieurs reprises au représentant de l'Angleterre l'assurance que les intérêts du commerce et la nécessité d'assurer

la tranquillité des acquisitions faites en Asie, resteront le but final de la politique russe.

Jusqu'à quel point le gouvernement anglais fut-il satisfait des explications amicales données par la Russie? On peut le constater en lisant une dépêche très remarquable de sir Stafford Northcote, datée du 26 décembre 1867. Sir Stafford Northcote occupait alors dans le ministère conservateur le poste élevé de secrétaire d'État pour les affaires des Indes.

Après avoir donné des instructions détaillées au vice-roi des Indes sur ses rapports avec l'Afghanistan, le chef de l'*India Office* passe à la question de l'Asie centrale et des progrès des armes russes dans ces contrées.

« Sur ce sujet, » continue sir Stafford Northcote, « le gouvernement de Sa Majesté ne voit aucune raison pour des appréhensions ou des jalousies quelconques. *Les conquêtes faites par la Russie, ainsi que celles qu'elle fait encore, à ce qu'il paraît, dans l'Asie centrale, se présentent au gouvernement anglais comme la conséquence naturelle des circonstances dans lesquelles elle était placée, et n'offrent pas la moindre raison pour des représentations, provoquées par le soupçon ou la crainte, de la part de ce pays.* »

Il faut noter que ceci a été dit à la fin de 1867, quand les troupes russes avaient depuis longtemps passé la ligne de Tchemkend. Ainsi les mots soulignés de sir Stafford Northcote sont la meilleure réfutation des accusations passionnées qui ont été lancées contre la circulaire russe de novembre 1864. De plus, sir Stafford Northcote a bien voulu mettre son autorité incontestable dans cette question du côté de ceux qui plus tard ne perdaient point leur sangfroid et s'expliquaient par des causes toutes naturelles les nouvelles conquêtes russes dans l'Asie. Il ne nous reste qu'à exprimer nos regrets sincères que sir Stafford Northcote n'ait plus trouvé en 1878, en sa qualité de chancelier de l'Échiquier, les explications et les arguments propres à prévenir toute crainte sur la politique russe dans l'Asie centrale, qu'il communiquait, en 1867, comme chef de l'*India Office*, au gouvernement de Calcutta. Ce qui était alors tout-à-fait naturel et juste, ne l'était pas moins hier. Sir Stafford Northcote défendait en 1867 le *principe* même de la marche progressive de la Russie dans l'Asie centrale; or il est indubitable que ce principe a été jusqu'à ce jour la *cause* des acquisitions de la Russie et le *mobile* de la politique russe. Cette cause a été admirablement bien expliquée par

sir Roderick Murchison et sir Stafford Northcote. Le mobile unique et seul légitime de la politique russe dans l'Asie centrale a été exposé devant l'univers entier, solennellement et par les personnages les plus compétents de la Russie.

Toutefois, à partir de l'année 1868, on voit l'opinion publique en Angleterre commencer à montrer beaucoup plus d'inquiétude qu'auparavant à l'égard du sort des Indes Orientales. La presse anglaise traitait tous les jours la question de l'Asie centrale et, à part quelques rares exceptions, se plaisait à montrer contre la Russie un parti-pris tel que le gouvernement anglais s'est vu obligé de demander de nouvelles explications tranquillisantes au cabinet de Saint-Pétersbourg. Le parti russophobe de Londres voulait absolument jouer le rôle des oies du Capitole.

Comment s'expliquer cette nouvelle explosion de sentiments de méfiance et de crainte puérile? La Russie avait-elle fait en 1868 de telles conquêtes en Asie que les frontières des Indes fussent déjà à la portée des canons russes? Cette attitude du gouvernement russe empreinte d'une si extrême franchise et d'une confiance mal récompensée, s'était-elle modifiée subitement?

Rien de pareil n'était arrivé en 1868. Samarcande, il est vrai, fut conquise par la Russie après une défaite éclatante infligée aux troupes de l'émir de Boukhara, dont la capitale fut également occupée par l'ennemi. Mais ces nouveaux progrès n'étaient nullement imprévus et ne pouvaient étonner personne, vu qu'ils étaient depuis longtemps prédits par toutes les autorités compétentes.

C'est à l'honorable sir Henry Rawlinson que nous devons attribuer le mérite d'avoir soulevé en 1868 une nouvelle tempête en Angleterre à l'occasion des événements de l'Asie centrale. Ce diplomate et écrivain anglais occupe une place distinguée parmi les sommités européennes qui peuvent parler, en connaissance de cause, de la situation des États dans l'Asie centrale. Sir Henry Rawlinson est un géographe distingué et un diplomate d'une valeur incontestable. Cependant il excelle par un esprit d'exagération d'une trempe tout à fait extraordinaire. Il est profondément convaincu qu'il suffit de connaître les conditions politiques et sociale des États à demi-sauvages de l'Asie centrale, pour être en état de porter un jugement infaillible sur les intentions d'une grande puissance européenne et sur l'avenir prochain de l'Asie.

Sir Henry Rawlinson soumit, au commencement du mois de juillet 1868, au gouvernement anglais un memorandum, dans lequel il soutenait, avec

tout le poids de son autorité reconnue, des opinions empreintes d'une méfiance mal dissimulée à l'égard de la Russie. Les idées développées dans cet acte, dorénavant historique, furent répandues par tous les moyens possibles dans le public, et sir Henry Rawlinson lui-même, par ses écrits, aida puissamment au développement en Angleterre d'une maladie qu'on pouvait appeler la fièvre de l'Asie centrale (1). Il est incontestable, à notre avis, que la politique nouvelle du ministère Beaconsfield à l'égard de l'émir Shir-Ali et de la Russie, a été inspirée en une large mesure par le memorandum de 1868. Dans cet acte, il est facile de reconnaître le programme de la politique des « frontières scientifiques. »

Maintenant, voyons quels sont les nouveaux conseils offerts par M. Rawlinson au gouvernement de son pays.

L'auteur prouve, en se fondant sur l'histoire de toutes les conquêtes de la Russie dans l'Asie centrale, que les jours des trois États indépendants du Khokand, de Boukhara et de Khiwa sont comptés, et que la Russie veut absolument établir ses avant-postes sur le bord de l'Oxus. En vue de cette politique russe, sir Henry Rawlinson se demande : quel sera le sort des Indes anglaises lorsque l'état de choses nouveau sera établi dans l'Asie Centrale? L'Angleterre deviendra-t-elle plus forte ou plus faible par l'extension du pouvoir de la Russie jusqu'au fond de l'Asie?

Selon le savant auteur, une grande partie du public britannique s'est déclaré favorable à cette marche progressive des armées russes, dans la pensée que la substitution de l'ordre et de la civilisation et d'un gouvernement chrétien là où régnaient l'ignorance, la cruauté et l'anarchie des fanatiques Ouzbeks, ne saurait être qu'avantageuse. Beaucoup d'Anglais se réjouissent d'avance du développement futur des relations commerciales dans ces contrées. Ce point de vue ne tient aucun compte des considérations politiques. En Russie, poursuit très-habilement sir Henry Rawlinson, l'opinion publique montre bien plus de clairvoyance et de sens politique que la majorité du public en Angleterre et aux Indes. La presse russe, affirme-t-il, « a décidé, *à l'unanimité*, que ces progrès (des armées russes) doivent être désagréables (*distasteful*), sinon dangereux » pour l'Angleterre. Comme pièce justificative de cette assertion hasardée, sir Henry Rawlinson nous offre quelques extraits des lettres publiées

(1) Son ouvrage capital sur cette question est publié sous le titre : *England and Russia in the East*, 1876.

en 1867 dans une gazette de Moscou par M. Grigorieff. Après avoir démontré par ces extraits que tout le monde en Russie souhaite ardemment une expédition aux Indes, le diplomate anglais passe à l'examen de la question de savoir quel danger présente *réellement* le voisinage de la Russie dans l'Asie centrale?

Il convient que la domination anglaise dans les Indes n'est pas établie, jusqu'à présent, sur des bases assez solides pour défier tout danger et toute agression du dehors. La population soumise des Indes prêtera un champ favorable aux intrigues de la Russie. Par suite de la soumission de Boukhara, l'influence de la Russie doit devenir prédominante à Caboul. Sir Henry Rawlinson insiste avec beaucoup d'énergie sur l'importance de l'Afghanistan pour les Indes. Il est vrai qu'il déclare lui-même « presque chimérique » (*allmost chimerical*) la probabilité d'une invasion de la Russie par Caboul. Si une armée étrangère descend vers le frontière des Indes, ce sera sans doute par la route de Herat et Candahar.

Cependant l'Angleterre ne peut pas rester indifférente à cette extension de l'influence russe sur l'Afghanistan : dans ce pays, c'est la volonté du gouvernement anglais qui doit prédominer exclusivement. M. Rawlinson n'adhère nullement à la politique de Sir John Lawrence, en ce temps-là vice-roi des Indes, laquelle a été caractérisée comme une politique « d'habile inactivité » (*masterly inactivity*). Ses sympathies sont au contraire entièrement du côté de la « fameuse » doctrine de lord Auckland, d'après laquelle il fallait établir « *une puissance forte et amicale* » sur les frontières du Nord-Ouest des Indes. C'est la seule politique que M. Rawlinson reconnaisse comme vraie et conforme aux intérêts de la domination anglaise aux Indes.

L'Afghanistan est le pays dans lequel l'Angleterre doit occuper une position prédominante et inattaquable. Ce but doit être atteint à tout prix et aussi promptement que possible. « Au nom des intérêts de la paix », dit sir Henry Rawlinson, « au nom des intérêts du commerce, au nom du développement moral et matériel (de qui?), on peut déclarer que l'intervention dans l'Afghanistan est devenue à présent un devoir et que les sacrifices modérés ou la responsabilité que nous devons subir en restaurant l'ordre à Caboul, seront reconnus dans l'avenir pour une vraie économie. »

Enfin, pour démontrer d'une manière irréfutable les projets ambitieux de la Russie, sir Henry Rawlinson a la complaisance d'attribuer aux

autorités russes un splendide plan de conquête des Indes. « En suivant sur la carte la marche progressive des Russes dans l'Asie centrale, on sera étonné, dit-il, de la ressemblance de cette marche avec les opérations militaires ouvrant des parallèles contre une forteresse assiégée. Le premier parallèle a été tracé, il y a vingt ans, de la mer Caspienne, par Orenbourg et les steppes de la Sibérie vers l'Irtisch. C'était « la ligne d'observation ». La seconde ligne, celle « de démonstration », passera de la mer Caspienne par Kramovodsk à l'Oxus, au sud de Khiwa, et suivra le cours de l'Oxus jusqu'au plateau de Pamir. Enfin le troisième parallèle passera de la ville d'Asterabad vers la frontière de la Perse à Herat, et de là vers l'Oxus, ou probablement passera par Candahar à Caboul. L'occupation de *Merv* sera alors imminente et par cette opération la Russie aura « la clef » des Indes. Enfin, quand la Russie sera établie sur cette base, sa position sera formidable.

En considération de ce danger imminent, sir Henry Rawlinson recommande instamment au gouvernement anglais de prendre en temps utile des mesures efficaces pour conjurer la catastrophe qui sera d'autant plus terrible que l'Angleterre ne possède pas l'affection des populations soumises à son pouvoir. Il recommande d'occuper d'une manière quelconque la ville de Quetta appartenant à l'émir de Caboul, de « compléter et de développer » les communications sur les frontières afghanes, dont l'importance stratégique est incontestable. Enfin le gouvernement anglais est aussi obligé, pour garantir la sécurité de ses possessions dans l'Inde, d'occuper également une position prédominante à la cour de Teheran afin de délivrer la Perse du joug de la Russie.

Tel est le résumé fidèle du memorandum de sir Henry Rawlinson.

En lisant les idées de l'homme d'État anglais, énoncées en 1868, et en se rappelant les événements les plus récents dans l'Asie centrale, on reconnaîtra avec nous que ce memorandum a servi, en effet, de programme à la politique anglaise. La ville de Quetta a été occupée, en pleine paix, par des forces militaires anglaises (1); la dernière guerre avec l'Afghanistan a eu pour résultat un nouveau règlement des frontières entre les Indes et ce pays; en vertu du traité de paix conclu avec l'émir Yakoub-Khan, l'influence du gouvernement anglais doit devenir à Caboul non-seulement prédominante, mais exclusive.

Sir Henry Rawlinson peut être satisfait du résultat qu'il a obtenu.

(1) Voyez *Correspondence respecting the relations between the English government and that of Afghanistan since the accession of the Ameer Shir Ali Khan*, London, 1878, p. 47 et suiv.

Il est le créateur de la « *highly spirited* » politique anglaise en Asie centrale. Les ministres anglais ont été les exécuteurs dociles de ses conseils et de ses propositions.

Cependant, il nous paraît prématuré d'affirmer dès à présent que les résultats obtenus dernièrement dans l'Asie centrale par le gouvernement anglais porteront tous les fruits qu'il en espère. Nous nous permettons d'exprimer notre doute que la politique recommandée par l'ancien diplomate anglais ait été réellement la plus conforme aux intérêts vitaux des possessions britanniques dans l'Inde. Nous prendrons la liberté de démontrer en détail, une autre fois, que la politique d'habile inactivité de Sir John Lawrence, approuvée et soutenue par des hommes d'État tels que lord Mayo, lord Northbrook et le duc d'Argyll, a été beaucoup plus avantageuse aux Indes anglaises que la politique « *highly spirited* » de sir Henry Rawlinson, du marquis de Salisbury et du comte de Beaconsfield.

Il nous paraît superflu, dans ce moment, de soumettre le memorandum de 1868 à une critique détaillée, d'autant plus que cette critique a été déjà faite par des hommes beaucoup plus compétents. Nous nous bornerons à quelques observations.

Outre les contradictions évidentes dont fourmille le memorandum, on y trouve des suppositions absolument gratuites. Nous avons vu comment sir Henry Rawlinson cherche à persuader le public anglais, qui ne veut pas comprendre le danger résultant des conquêtes russes. En Russie, selon lui, toute la presse périodique, tout le monde pousse unanimement à la conquête des Indes. Nous sommes obligé de protester contre cette assertion de la manière la plus énergique. Il est faux que cette unanimité ait existé dans la presse russe en 1867 ou en 1868 : elle n'existait même pas en 1878, quand l'Angleterre se plaisait à prendre une position ouvertement hostile à l'égard de la Russie. Il est faux que les lettres de M. Grigorieff, dont M. Rawlinson tire un si grand parti, aient exprimé « les sentiments et la politique du gouvernement russe. » M. Grigorieff, ci-devant gouverneur de la steppe kirghise, et non de la Sibérie de l'Ouest, comme le dit sir Henry Rawlinson, était en 1867 simple professeur à l'université de Saint-Pétersbourg, et n'avait pas la moindre influence sur la politique russe. Lui-même d'ailleurs ne prétendait nullement à un rôle qui ne lui appartenait d'aucune manière : toutes ses attaches avec la politique étrangère avaient cessé depuis nombre d'années et ses lettres *ne pouvaient* exprimer que ses opinions

personnelles. Enfin, l'ambassadeur d'Angleterre à Saint-Pétersbourg, qui en 1870 a déclaré catégoriquement à son gouvernement que le ministère russe de l'extérieur n'était nullement favorable à l'extension des frontières de la Russie en Asie, aurait pu certainement donner le même témoignage en 1868.

Quant au fond des assertions et des recommandations de M. Rawlinson, elles sont réfutées d'une manière remarquable par des personnes aussi compétentes que lui-même. Le memorandum fut communiqué au gouvernement de Calcutta, et le vice-roi, sir John Lawrence, ainsi que le commandant en chef des troupes britanniques et plusieurs autres fonctionnaires haut placés du gouvernement des Indes ont pris la peine de réfuter l'argumentation erronée de son auteur. Ces observations critiques ont été mises dernièrement à la disposition du public dans le *Blue book* ci-dessus mentionné. Presque tous ces représentants du gouvernement anglais aux Indes, parlant en parfaite connaissance de cause, ont déclaré excessivement exagérées les craintes de M. Rawlinson et de son parti.

De plus, ils ont eu le courage de déclarer que jusqu'à présent rien n'a nui autant au prestige de l'Angleterre et à la sécurité des possessions indiennes que ces clameurs d'angoisse poussées dès que la Russie fait le moindre pas en avant dans l'Asie centrale.

Voici comment s'exprime à ce sujet M. Mansfield, le commandant en chef des troupes anglaises dans l'Inde : « On peut assurer, en vérité, que l'alarme concernant les intérêts britanniques dans les Indes, qui s'est manifestée à l'égard de la Russie, est plus déraisonnable (*more unreasonable*) que nous ne saurions le dire. Comme grande puissance militaire et politique, nous n'avons littéralement rien à craindre de la part de la Russie, qu'elle s'arrête à ses limites actuelles ou qu'elle avance sa domination jusqu'à nos propres frontières. Ceux qui, par quelque motif que ce soit, s'appliquent à répandre le mensonge (*falsehood*) de notre faiblesse dans l'Inde, nous font un tort considérable. Nous sommes simplement invincibles dans ce pays à l'égard de n'importe quelle puissance au monde, à la condition que nous restions fidèles à nous mêmes (*provided we are true to ourselves*) (1). »

M. le colonel Taylor osa même exprimer cette idée ultra-paradoxale qu'il serait bien plus désirable de régler les rapports entre l'Angleterre

(1) *Correspondence respecting Afghanistan* (1878), p. 75.

et la Russie de telle façon qu'une défaite infligée dans l'Asie centrale à la dernière puissance soit reconnue en Angleterre pour être un malheur pour la civilisation et le progrès et, dès lors, comme un mal véritable aussi pour l'Angleterre. M. Taylor recommandait chaleureusement l'accord le plus étendu et le plus sincère entre « les deux nations-sœurs de la chrétienté » concernant leurs rapports mutuels dans l'Asie centrale,

C'est là le point de vue qui, d'après notre conviction la plus intime. restera toujours le plus rationnel, le plus conforme aux intérêts de l'Angleterre et de la Russie, et le plus digne des grandes puissances qui ont reçu pour mission de répandre parmi les peuples barbares de l'Asie les éléments de la civilisation et de la culture européennes.

Telle n'est malheureusement pas l'opinion qui a prévalu dans les sphères gouvernementales de la Grande Bretagne. Les observations critiques qui réfutaient victorieusement les arguments de sir Henry Rawlinson n'ont eu pour résultat pratique immédiat qu'une suspension temporaire à l'exécution des mesures qu'il recommandait. Mais la défiance qui a guidé la plume de l'auteur du memorandum devait éclater bientôt et dans plus d'une occasion.

III.

L'impression produite par le memorandum de sir Henry Rawlinson ne tarda pas à se faire sentir dans la presse anglaise et dans les relations diplomatiques. Les sentiments d'inquiétude et de défiance dont est pénétré ce document se manifestèrent également dans les rapports entre la Russie et l'Angleterre.

Dès le commencement de l'année 1869, lord Clarendon entra en pourparlers avec le baron de Brunnow, alors ambassadeur de Russie près la cour de St.-James, et lui soumit cette question : comment pourrait-on tranquilliser l'opinion publique en Angleterre et prévenir des complications entre les gouvernements à l'occasion de l'Asie centrale? Le ministre anglais proposait de maintenir entre les possessions des deux empires en Asie « une zone destinée à les préserver de tout contact. »

Cette proposition fut immédiatement acceptée par le gouvernement russe, et le prince Gortchakow, par sa dépêche au baron de Brunnow en date du 24 février (7 mars) 1869, chargea ce diplomate de déclarer au gouvernement anglais que rien ne saurait mieux répondre à la pensée de l'Empereur. « Le prince profite de cette occasion pour inviter encore une

fois le gouvernement anglais à s'affranchir de toutes les anciennes préventions. » Laissons donc là ces fantômes d'un autre temps, écrit le prince vice-chancelier, « qui devraient s'évanouir aux lumières de notre époque!... Pour notre part, nous n'éprouvons aucune crainte quant aux vues d'ambition de l'Angleterre dans le centre de l'Asie, et nous avons le droit d'attendre la même confiance dans notre bon sens. Mais ce qui peut troubler le jugement, c'est la défiance réciproque. » Enfin le baron de Brunnow était autorisé à réitérer au gouvernement anglais « l'assurance positive que Sa Majesté Impériale considère l'Afghanistan comme entièrement en dehors de la sphère où la Russie peut être appelée à exercer son influence. Aucune intervention ou ingérence quelconque, *contraire à l'indépendance de cet État,* n'entre dans ses intentions. »

Cet acte diplomatique mérite à plus d'un titre de fixer notre attention. D'abord il manifeste une fois de plus le désir sincère de la Russie d'éviter à tout prix de fournir la moindre cause de mal-entendus ou de complications quelconques avec la Grande-Bretagne. Ensuite, il montre que c'est à lord Clarendon que revient l'honneur d'être l'auteur de cette ingénieuse combinaison d'une « zone intermédiaire ou neutre » entre les possessions des deux puissances au centre de l'Asie. Mais le point capital de la dépêche russe de février-mars 1869, c'est la déclaration concernant l'*Afghanistan.* On se rappelle que dans ces derniers temps, à l'occasion de la fameuse mission du général Stolétoff à Caboul, auprès de l'émir Shir Ali-Khan, les journaux et même les ministres anglais ont déclaré à plusieurs reprises que l'apparition de cette mission à Caboul était en contradiction flagrante avec les engagements pris à l'égard d'Afghanistan par le gouvernement russe. A les en croire, la Russie aurait de nouveau violé ses engagements les plus solennels, s'étant obligée à n'intervenir d'aucune manière dans les affaires intérieures de cet État.

Il est tout à fait superflu de démontrer ici que la Russie, d'après tous les droits possible, était parfaitement autorisée à prendre des mesures *hostiles* contre une puissance qui avait demandé au parlement un crédit de six millions de livres sterling pour des préparatifs de guerre contre la Russie. Les principes les plus élémentaires du droit imprescriptible de la défense personnelle lui imposaient, comme un *devoir,* de prendre des mesures défensives contre la fougue belligueuse du gouvernement anglais.

Cependant, il est fort curieux qu'on ait tout à fait oublié la déclaration du prince Gortchakow, de 1869, d'après laquelle la Russie est

résolue à ne pas intervenir dans les affaires de l'Afghanistan d'une manière contraire à l'indépendance de cet État. Il suit logiquement de cette proposition qu'une intervention ou ingérence de la Russie *non contraire à l'indépendance de l'Afghanistan*, est permise et légitime. En conséquence, la mission du général Stolétoff à Caboul, *même* si l'on se place au point de vue des engagements intervenus et des déclarations faites, a été parfaitement légale : il est certain, en effet, qu'elle n'était pas dirigée contre l'indépendance de l'Afghanistan.

L'Angleterre, en revanche, a su mettre fin à l'indépendance de l'Afghanistan par le traité de paix qu'elle a conclu avec l'émir Yakoub-Khan.

Il faut reconnaître, d'ailleurs, que le gouvernement russe a lui-même fourni prétexte à des interprétations erronées de ses intentions concernant l'Afghanistan. Nous verrons la question de l'Afghanistan rester toujours sur le tapis et le gouvernement russe obligé de renouveler à mainte reprise la déclaration de ses intentions à l'égard de cet État. Ces déclarations n'ont pas été toujours aussi claires, aussi catégoriques, ni aussi simples que celle de la dépêche du 7 mars 1869. Ainsi, par exemple, le memorandum russe du 17 avril 1875 dit, entre autres, que « dans cet ordre d'idées il demeurait entendu que l'Afghanistan formerait un État *indépendant*, qui devrait rester en dehors de l'action de la Russie. » Ces derniers mots *pourraient*, s'ils ne sont éclairés par l'esprit général de cet acte et comparés avec ses conclusions finales, donner lieu à cette interprétation, que l'Afghanistan devrait rester, sous tous les rapports, en dehors de l'action de la Russie. Cependant, en vue de la dépêche de 1869, et même des conclusions finales du memorandum de 1875, il est juste d'interpréter les mots cités de ce memorandum dans ce sens que cet État asiatique restera en dehors de l'action de la Russie jusqu'au moment où il cessera d'être indépendant. En d'autres termes, la Russie s'est engagée, d'un côté, à ne pas intervenir dans les affaires de l'Afghanistan avec l'intention d'attaquer son indépendance et, de l'autre côté, à observer cette attitude passive à l'égard de l'Afghanistan jusqu'à l'époque où il cessera d'être un État indépendant(1).

Quoiqu'il en soit, il nous paraît incontestable que la dépêche de 1869 doit être regardée comme la *base* de toutes les négociations ultérieures

(1) Nous sommes heureux de trouver que notre point de vue sur la dépêche du prince Gortchakow du 7 mars 1869, est, en principe, également celui du duc D'ARGYLL, *Eastern Question*, t. II, p. 289.

relatives à la situation de l'Afghanistan. Dans cet acte le gouvernement russe a déclaré, de la manière la plus simple et la plus catégorique, ses intentions réelles sur cette question. Il faut toujours avoir recours à la déclaration de 1869 pour éclaircir les contradictions au premier abord inextricables, qu'on rencontre quelquefois dans la correspondance diplomatique pendant les années suivantes.

Lord Clarendon se montra très satisfait des déclarations amicales faites par le prince Gortchakow dans la dépêche du 7 mars. Cependant, il modifia son opinion concernant l'Afghanistan. Le chargé d'affaires anglais à Saint-Pétersbourg, M. Rumbold, fut chargé de déclarer au gouvernement russe que le cabinet de Londres a décidé de ne pas reconnaître l'Afghanistan comme territoire neutre, parce qu'il ne satisfait pas à toutes les conditions requises. Le chef du *Foreign Office* propose que la fleuve Oxus, dans la partie qui est au sud de Boukhara, soit reconnu comme ligne fictive séparant les possessions des deux puissances.

Ce changement d'avis s'explique tout naturellement par le désir du cabinet de Saint-James d'avoir l'Afghanistan à sa disposition pleine et illimitée. Le gouvernement russe ne pouvait adhérer à la nouvelle proposition anglaise. Le baron de Brunnow déclara immédiatement à lord Clarendon que Khiwa étant au sud de l'Oxus, la Russie ne saurait reconnaître ce pays comme neutre, parce que dans ce cas le khan de Khiwa, n'ayant rien à craindre de la part de la Russie, pourrait impunément continuer ses incursions sur les possessions russes(1). Cette observation du représentant de la Russie laissait clairement entrevoir l'éventualité d'une expédition contre le Khiwa.

Cette question n'était pas encore réglée, quand au commencement du septembre 1869 une entrevue eut lieu à Heidelberg entre le prince Gortchakow et lord Clarendon. Le ministre anglais insista de nouveau sur la nécessité de créer « un terrain neutre » entre les possessions des deux puissances dans l'Asie centrale. Il disait que l'expérience faite par le gouvernement anglais lui-même lui avait prouvé combien il est difficile de contrôler les actions des généraux, dont l'ambition n'a pas de limites. Le gouvernement russe se verrait dans le même cas, et alors un choc entre la Russie et l'Angleterre deviendrait presqu'inévitable.

Le prince Gortchakow adhéra pleinement aux observations de lord Clarendon sur l'ambition démesurée des généraux, et il mentionna

(1) *Correspondence respecting Central Asia*, Londres 1873, (nº 2). V. dépêche de lord Clarendon à M. Rumbold du 17 avril 1869, (p. 4).

spécialement le général Tchernaieff; cependant, dit-il, de la part du général Kaufmann, nouvellement nommé gouverneur-général du Turkestan, il n'y a rien à craindre.

Après cet échange d'observations préliminaires, lord Clarendon passa à la question de la ligne fictive qui devait séparer les possessions des deux puissances. Il insista de nouveau sur la ligne de la rive gauche de l'Oxus. Le prince Gortchakow montra de nouveau que cette ligne de démarcation était inacceptable, que les possessions de l'émir de Boukhara s'étendent au-delà de ce fleuve, et que ce khanat doit rester sous l'influence de la Russie. Le prince déclara préférer toujours l'Afghanistan comme le terrain neutre le plus approprié pour atteindre le but proposé. Mais lord Clarendon fit remarquer que les limites de l'Afghanistan n'étant pas suffisamment définies, des conflits entre ce pays et les autres khanats de l'Asie centrale peuvent aisément surgir et donner lieu à de regrettables complications.

A en juger par le compte qu'à rendu de cette entrevue lord Clarendon dans sa dépêche à sir Andrew Buchanan du 3 septembre 1869, l'échange d'idées de Heidelberg n'a eu aucun résultat pratique; il permit seulement, à notre avis, de constater deux choses : l'accord des deux puissances pour établir un terrain neutre ou une zône intermédiaire destinée à séparer les possessions de l'Angleterre et de la Russie en Asie, et le refus de reconnaître l'Afghanistan comme ce terrain neutre, refus motivé par la seule raison déclarée que les limites de ce pays ne sont pas déterminées suffisamment. En outre, on voit que le gouvernement russe ne consentit nullement à étendre les frontières de l'Afghanistan jusqu'à la rive gauche de l'Oxus, ni à accepter ce fleuve comme ligne de démarcation.

Cependant, un certain rapprochement des points de vue de la Russie et de l'Angleterre put s'opérer grâce à M. Douglas Forsyth, fonctionnaire distingué de l'administration des Indes, que le vice-roi des Indes, lord Mayo, avait autorisé à se rendre à Saint-Pétersbourg en vue d'un échange d'idées sur les questions agitées. Arrivé à Saint-Pétersbourg à la fin de l'année 1869, M. Forsyth eut plusieurs entretiens avec les hommes d'État russes. Le memorandum du gouvernement russe du 17 avril 1875, communiqué au gouvernement anglais, s'exprime comme suit à ce sujet :

« Les considérations qui servirent de point de départ aux explications confidentielles de M. Forsyth avec le cabinet impérial se résument ainsi :

« 1. Les deux gouvernements étaient animés du même désir de prévenir, en tant que cela dépendrait d'eux, tous les sujets de malentendus qui pourraient surgir par suite du défaut d'organisation politique des États indépendants, connus dans la géographie sous les dénominations collectives d'Afghanistan et de Turkestan libre.

« 2. Il demeurait entendu que s'il était arrivé jusqu'à ce jour à l'Angleterre et à la Russie d'entreprendre des expéditions militaires dans l'une ou l'autre partie de l'Asie centrale, et d'adjoindre à leurs possessions de nouveaux territoires, cette conduite ne leur avait été dictée que par la force des circonstances locales et par une impossibilité absolue d'agir autrement.

« 3. *Dans l'état actuel des choses, les frontières russes et anglaises dans l'Asie centrale ne pouvant pas être considérées comme immuables, un arrangement internationnal sur ce point resterait sans effet;* le meilleur expédient pour arriver à un résultat satisfaisant serait donc de se borner à arrêter, autant que faire se pourrait, des bases générales d'équilibre politique pour les pays qui séparent les possessions russes et anglaises en Asie.

« *En suite de quoi il fut convenu :*

« 1. Que l'on considérerait les territoires actuellement en la possession effective de Shir Ali-Khan comme formant les limites de l'Afghanistan.

« 2. Que cet émir ne chercherait à exercer aucune influence ni aucune immixtion au-delà de ces limites, et que le gouvernement anglais appliquerait tous ses soins à le détourner de toute tentative d'agression.

« 3. Que, de son côté, le gouvernement impérial emploierait toute son influence, afin d'empêcher l'émir de Boukhara de porter aucune atteinte au territoire afghan. »

« *Ces principes,* » ajoute l'acte de la chancellerie diplomatique russe, « *reçurent la pleine adhésion du cabinet de Londres et du gouverneur-général des Indes* (1). »

Cet exposé des négociations avec M. Douglas Forsyth fut l'objet d'une protestation de la part du gouvernement anglais qui communiqua au cabinet de Saint-Pétersbourg un memorandum (annexé à la dépêche du lord Derby du 25 octobre 1875), d'après lequel M. Forsyth n'était autorisé, ni à renouveler les pourparlers sur la question de la zône neutre, ni à consentir à ce que l'Afghanistan occuperait à l'avenir la position de ce territoire neutre.

(1) *Correspondence respecting Central Asia*, nº 1, p. 27 et suivantes.

N'ayant à notre disposition d'autres documents diplomatiques que ceux qu'a publiés le gouvernement anglais, il nous est impossible de décider cette question avec certitude. Nous prendrons seulement la liberté de faire les quelques observations suivantes, fondées sur les documents des divers *Blue books :*

1. A en juger d'après les rapports de M. Forsyth lui-même à l'ambassadeur de la Grande-Bretagne près la cour de Saint-Pétersbourg, les pourparlers de ce fonctionnaire avec les hommes d'État russes, n'avaient nullement le caractère de « communications personnelles » ou privées, comme le prétend le memorandum anglais. Cet acte et les rapports de M. Forsyth attestent l'existence d'instructions reçues du vice-roi des Indes pour ses négociations à Saint-Pétersbourg.

2. Quant à la question de la zône neutre, le memorandum russe ne prétend d'aucune manière que M. Forsyth l'ait soulevée de nouveau. Les pourparlers entre lord Clarendon et le prince Gortchakow à Heidelberg ont suffisamment montré que les points de vue des deux puissances sur cette question étaient trop différents pour qu'il fût possible d'espérer arriver à un accord. La question de la zône neutre, soulevée par le gouvernement, fut tacitement abandonnée par lui-même en 1869.

3. Cependant l'abandon de la question du territoire *neutre* ne signifiait nullement l'abandon des recherches touchant les moyens de prévenir un contact immédiat entre les possessions russes et anglaises. Les négociations ont roulé précisément sur ce point qui était capital aux yeux du gouvernement anglais. Il est naturel qu'alors la position de l'Afghanistan ait attiré toute l'attention des négociateurs. Selon le rapport de M. Forsyth du 2 novembre 1869, le prince Gortchakow « adhère entièrement à l'opinion de lord Mayo concernant l'envoi, reconnu *inadmissible*, d'officiers quelconques, *anglais ou russes*, dans l'Afghanistan (1). M. Forsyth ne protesta nullement contre cette interprétation des intentions de lord Mayo. En vue de cette circonstance très-importante, il est logique de conclure que des deux côtés on reconnaît l'Afghanistan comme entièrement en dehors de l'action de la Russie et de l'Angleterre, c'est-à-dire comme *neutre*.

Cet accord concernant « l'*inadmissibilité* » des officiers ou fonctionnaires anglais et russes dans l'Afghanistan, établit les rapports entre la

(1) *Correspondence respecting Central Asia*, 1873, p. 13 : His Excellency entirely reciprocated Lord Mayo's opinion regarding the inadmisability of sending any officer, either English or Russian, to Afghanistan.

Russie et l'Angleterre à l'égard de ce pays intermédiaire sur la base d'une réciprocité juste et raisonnable. Toutefois, même sur cette question importante, la correspondance diplomatique publiée prête à des malentendus et à des doutes qui ne s'expliquent que par des incertitudes et des appréhensions existant dans les rapports réciproques des deux puissances.

L'ambassadeur anglais, par sa dépêche à lord Clarendon du 2 novembre 1869, soumit, à l'attention du gouvernement anglais le rapport de M. Forsyth de la même date. Dans le post-scriptum à sa dépêche, sir Andrew Buchanan dit que le prince Gortchakow ne voit aucun inconvénient à ce que des officiers anglais visitent Caboul, « *though he (the Prince) agreed with Lord Mayo that Russian*[1] *agents should not do so* ».

Il y a ici une contradiction évidente d'où devaient surgir des malentendus sérieux. Il importe d'éclaircir cette question, et de décider auquel des deux documents l'on doit donner la préférence : au post-scriptum de sir Andrew Buchanan, ou au rapport de M. Forsyth?

Le choix n'est pas difficile.

L'ambassadeur anglais constate dans sa dépêche qu'avant d'expédier le rapport de M. Forsyth à Londres, il est allé demander au prince Gortchakow de vouloir bien lire ce rapport et lui dire si les pensées que le gouvernement russse avait communiquées à M. Forsyth étaient fidèlement rendues. Le prince lut à haute voix la lettre de M. Forsyth et déclara qu'elle rendait exactement ce qui avait été dit; il ne fait qu'une seule observation concernent la province de Badakschan. En conséquence, les termes du rapport de M. Forsyth concernant l'envoi des officiers à Caboul sont aussi parfaitement exacts. Le post-scriptum de la dépêche de l'ambassadeur anglais, n'a été ni lu ni approuvé par le chancelier de l'Empire et ne saurait ainsi avoir la même valeur que le rapport de M. Forsyth. Enfin, vu l'importance de la question pour le gouvernement des Indes, il est bien probable que si l'opinion du prince Gortchakow avait été réellement contraire aux instructions de lord Mayo, M. Forsyth aurait certainement protesté contre cette interprétation des intentions de ce dernier.

D'ailleurs, la meilleure preuve du fait que les pourparlers avec M. Douglas Forsyth à Saint-Pétersbourg avaient pour but de faire de l'Afghanistan un terrain indépendant ou intermédiaire entre les posses-

(1) *Correspondence respecting Central Asia*, 1873, p. 12.

sions de l'Angleterre et de la Russie dans l'Asie centrale, nous est fourni par la continuation des négociations diplomatiques sur cette importante question.

Au mois de mai de 1870, l'ambassadeur d'Angleterre communiqua au gouvernement russe une dépêche de lord Mayo, qui, se basant sur les principes posés et l'accord intervenu, proposait de fixer les limites des possessions de l'émir d'Afghanistan, Shir-Ali-Khan, en prenant pour base les renseignements recueillis par le gouvernement des Indes. D'après cette dépêche, toutes les provinces possédées actuellement pas Shir-Ali devaient être reconnues comme territoire afghan. Cependant, après avoir constaté que les possessions de Shir-Ali-Khan au nord et nord-ouest « semblaient » coïncider « à peu-près exactement » avec celles de son père, Dost-Mohammed-Khan, le gouverneur-général des Indes arrivait à la conclusion que les limites du royaume de Dost-Mohammed pouvaient être en général adoptées « comme les limites destinées à séparer le royaume de l'Afghanistan des autres États de l'Asie centrale au nord et au nord-ouest. » Ainsi, dans la dépêche de lord Mayo, « le point de départ de l'*uti possidetis* actuel de Shir-Ali-Khan, conduit par une transition insensible à l'adoption de l'état de posession de Dost-Mohammed-Khan, comme limite naturelle de l'Afghanistan » (1).

Or, dit le memorandum russe de 1875, « on était convenu, à l'époque des pourparlers avec M. Forsyth, de s'en tenir aux territoires ayant jadis reconnu l'autorité de Dost-Mohammed, qui *se trouveraient encore aujourd'hui en la possession effective de Shir-Ali-Khan* ».

La différence dans les points de vue des deux gouvernements est évidemment très essentielle. Toutefois, avant de prendre une décision définitive, le gouvernement russe crut nécessaire de réunir toutes les données positives à l'égard de ces contrées si imparfaitement connues.

Il s'agissait d'éclaircir deux questions : il fallait d'abord constater l'état actuel de possession effective de Shir-Ali-Khan, puis rechercher, en se basant sur le *statu quo,* la meilleure délimitation à tracer pour la sphère d'influence des deux puissances européennes.

Les données recueillies par le gouverneur-général du Turkestan constatèrent qu'au nord, l'Amou-Daria constitue en effet la frontière de l'Afghanistan, à partir de son confluent avec le Kouchta jusqu'au point de Khodja-Saléh. Au nord-est, la limite des territoires sur lesquels Shir-

(1) Dépêche du prince Gortchakow au baron de Brunnow, en date du 1 (13) novembre 1871.

Ali-Khan exerce une souveraineté incontestable est donnée par le confluent de l'Amou-Daria avec le Kouchta. Au delà de cette limite, la souveraineté de l'émir est insaisissable et n'existe pas. Ainsi notamment les provinces du Badakchan et du Vakhan n'étaient nullement soumises au pouvoir de Shir-Ali-Khan. Pour cette raison, le gouvernement russe insistait sur la reconnaissance de l'indépendance de ces deux contrées, qui devaient, en conséquence, rester en dehors des frontières assignées à l'émir Shir-Ali-Khan.

Le gouvernement anglais était d'une toute autre opinion à l'égard de ces deux pays. Il cherchait à prouver, au moyen de données recueillies par les soins du gouverneur-général des Indes, que le Badakchan et le Vakhan avaient toujours appartenu à l'émir de Caboul et reconnaissaient actuellement son pouvoir. Le gouvernement russe, de son côté, n'avait aucune raison de douter de l'exactitude de ses propres renseignements; les données communiquées par le cabinet de Londres ne paraissaient ni assez concluantes ni assez convaincantes.

Vu cette différence essentielle dans les données recueillies, il fallait, pour enfin résoudre la question discutée, que l'une des deux parties se résignât à céder. C'est ce que fit le gouvernement russe. Lord Granville lui proposa par sa dépêche du 17 octobre 1872, de clore cette interminable controverse sur la base de la reconnaissance des contrées du Badakchan et du Vakhan en qualité de parties intégrantes du territoire afghan. Le gouvernement russe ne voulant pas retarder le règlement de cette question et désirant donner une nouvelle preuve de ses dispositions amicales et conciliantes, se décida à accepter la proposition anglaise et la délimitation projetée. Par la dépêche du 12 janvier 1873, le prince Gortchakow communiqua cette résolution au gouvernement anglais, en déclarant que la Russie consentait à la réunion à l'Afghanistan du Badakchan et du Vakhan et à la reconnaissance de l'indépendance de l'Afghanistan sous le double rapport des affaires intérieures et extérieures de ce pays.

Cet exposé fidèle des négociations diplomatiques des années 1869 à 1873, nous montre, d'une manière irréfutable, qu'après l'abandon de l'idée d'établir une zône neutre, les gouvernements anglais et russe sont restés parfaitement d'accord pour créer entre leurs possessions réciproques en Asie centrale un *buffer*, c'est-à-dire un pays qui soit reconnu neutre et inviolable afin d'empêcher un contact immédiat entre les dites possessions.

L'Afghanistan devait être ce *pays-buffer*, et l'Angleterre se chargea de convaincre l'émir de Caboul de la nécessité de vivre en paix avec la Russie et avec les khanats soumis à la souveraineté de cette puissance. La Russie, de son côté, s'engagea à faire la leçon, dans le même sens, à l'émir de Boukhara afin qu'il n'attaquât pas l'Afghanistan.

Il résulte de ces pourparlers et de ces engagements qu'un changement essentiel dans la position internationale de l'Afghanistan doit nécessairement anéantir tous les engagements internationaux pris par les gouvernements de la Russie et d'Angleterre. La soumission complète de l'Afghanistan au gouvernement anglais est un fait accompli, grâce au dernier traité de paix conclu avec l'émir de Caboul. De ce point de vue l'arrangement survenu entre l'Angleterre et la Russie en 1873 n'a plus, à l'heure qu'il est, qu'une valeur historique et théorique.

Nous abordons maintenant une affaire qui a contribué dans une très large mesure au développement des sentiments de défiance et d'animosité entre la Russie et l'Angleterre. Cette affaire est l'*expédition de Khiwa*, qui a eu lieu en 1873, et dont le résultat a été la conquête de ce khanat et l'annexion d'une partie du pays aux possessions russes. Le khan de Khiwa a été contraint de se déclarer « l'obéissant serviteur de l'empereur de toutes les Russies, » et de « renoncer au droit d'entretenir des relations directes avec les souverains et khans voisins. »

En d'autres termes, l'émir de Khiwa a dû reconnaître aux autorités russes un droit de contrôle dans le gouvernement des possessions qui lui ont été laissées (1).

Tout le monde se rappelle quelles clameurs indignées ces stipulations du traité de paix avec le Khiwa ont soulevées en Angleterre. La majeure partie de la presse anglaise et beaucoup d'écrivains éminents n'ont pas hésité à accuser le gouvernement russe d'une violation criante de ses engagements les plus solennels (2). Comment traiter, s'écriait-on, avec un gouvernement qui se moque ouvertement de sa parole donnée, qui viole intentionnellement ses obligations les plus claires et les moins susceptibles d'une interprétation divergente?

Laissons les faits avérés répondre à ces accusations.

Dès la fin de l'année 1869 l'ambassadeur de la Grande-Bretagne demanda avec une anxiété visible au gouvernement russe : s'il était vrai qu'une

(1) V. le texte de ce traité de paix dans les *Archives de droit international*, t. I, p. 118 et suivantes.

(2) Comp., par exemple, RAWLINSON, *England and Russia in the East*, p. 328 et ss.

expédition contre le Khiwa était décidée? On lui répondit que non, par cette raison qu'à cette époque le gouvernement russe se berçait encore de l'espoir qu'il lui serait possible d'éviter cette opération. Pendant les années 1870 et 1871, les interpellations du représentant britannique devinrent toujours plus présentes et depuis le mois de mars 1870, Sir Andrew Buchanan pourrait déjà se persuader que le khan de Khiwa provoquerait intentionnellement le gouvernement de la Russie (1). On a eu la complaisance, à Saint-Pétersbourg, de tenir l'ambassadeur de la Grande-Bretagne au courant des pourparlers engagés entre la Russie et le khan de Khiwa. Au mois de mars 1872, lord Augustus Loftus, qui avait remplacé sir Andrew Buchanan comme ambassadeur d'Angleterre, écrivit à son gouvernement que l'expédition contre le Khiwa lui semblait une affaire décidée au printemps de 1873. Elle eut lieu effectivement; la guerre se termina par la défaite complète des troupes khiviennes. La capitale de l'émir fut conquise et il dut s'estimer heureuse de ce qu'on voulut lui rendre une partie de ses possessions.

Jamais, au cours des communications si fréquentes dont nous venons de parler le gouvernement anglais n'a montré que les griefs de la Russie contre l'émir de Khiwa ne fussent pas légitimes et suffisantes pour motiver la guerre; il n'a jamais contesté que le khanat de Khiwa n'entrât entièrement dans la sphère d'action de la Russie; il n'a jamais pu protester ni contre les conséquences de la conduite irréfléchie de l'émir, ni contre les effets nécessaires de sa défaite.

On sait quels étaient ces griefs légitimes de la Russie contre l'émir de Khiwa? Des brigandages continuels, des excitations à la révolte parmi les nomades soumis à l'autorité russe, l'imposition des kirghives reconnaissant la souveraineté de la Russie, — enfin la capture des sujets russes réduits à l'esclavage — tels étaient les faits qui depuis longtemps appelaient de la part du gouvernement russe une réparation éclatante. « Et nous, s'écrit un homme d'État anglais distingué qui n'a jamais trafiqué de son impartialité et n'a jamais sacrifié les intérêts de la vérité aux passions irréfléchies des masses, » nous, une nation et un gouvernement qui avons dépensé à-peu-près onze millions de livres sterlings pour la délivrance de la captivité en Abyssinie des quelques sujets de la reine, ne nous nous lassons pas de récriminer contre l'empereur de la Russie qui pour des raisons pareilles et pour d'autres encore qui ne sont pas

(1) Dépêche de Sir A. Buchanan du 8 mars 1870.

moins bonnes et dont la valeur est beaucoup plus permanente, a envoyé une expédition militaire contre le Khiwa et a mis ce khanat dans l'impossibilité de piller à l'avenir (1). »

Le même homme d'État anglais nous apporte le témoignage précieux des deux hommes d'une autorité exceptionnelle à preuve de la légitimité des prétentions de la Russie à l'égard des Khiwas. Sir John Mac Neil, l'ancien ministre d'Angleterre à Teheran, a déclaré au duc d'Argyll que, pendant son séjour en Perse, il s'est trouvé, à plusieurs reprises, dans le cas de chercher à obtenir la liberté de sujets russes captifs à Khiwa. Et lord Northbrook a constaté qu'en 1873, lorsqu'il reçut à Sinila, en qualité de vice-roi des Indes, l'envoyé du khan de Khiwa, celui-ci lui avoua qu'il y avait à Khiwa plusieurs prisonniers russes (2).

Ces faits étaient bien connus du gouvernement anglais. De plus, il avait reçu connaissance des réponses hautaines et offensantes que ce farouche souverain des déserts osait expédier au gouvernement russe lorsque celui-ci exigeait la délivrance de ses sujets captifs et la réparation des autres torts sus-mentionnés.

Dans les circonstances données, jamais guerre contre un souverain d'un pays demi-sauvage, n'a été plus juste et plus nécessaire.

On nous dira que le gouvernement russe ne devait pas donner des promesses, ni prendre des engagements qu'il était incapable de tenir. La Russie n'aurait pas dû prendre, vis-à-vis de l'Angleterre, l'engagement de ne pas annexer le khanat de Khiwa.

Nous affirmons de la façon la plus catégorique que la Russie n'a pris aucun engagement concernant la Khiwa, et qu'elle n'a donné aucune promesse quelconque de laisser intactes les possessions de ce khanat.

Dans toutes les négociations avec l'Angleterre sur la question de l'Asie centrale, le Gouvernement russe a toujours et de la manière la moins équivoque, fait toutes réserves au sujet de sa liberté d'action qu'il ne voulait et ne pouvait sacrifier à qui ce soit.

La célèbre circulaire du 21 novembre 1864, a démontré par des considérations irréfutables que « les peuples asiatiques en particulier ne respectent que la force visible et palpable, » que si « on se borne à châtier les pillards et qu'on se retire, la leçon s'efface bientôt, » que « la retraite est mise sur le compte de la faiblesse, » que « la nécessité impé-

(1) Duc d'Argyll, *The eastern question*, t. II, p. 308.
(2) Ibid.

rieuse » impose au Gouvernement civilisé le devoir de réduire ces peuples barbares « à une soumission plus ou moins forcée. »

Il y a plus. Au mois de février 1869, l'empereur Alexandre II, lui-même, attira encore une fois l'attention du gouvernement anglais sur toutes les difficultés de la position de la Russie en Asie. « Le gouvernement de Sa Majesté britannique, » disait l'Empereur à Sir Andrew Buchanan, » me croit, j'en suis sûr, quand je dis que je n'ai pas des intentions d'ambition dans l'Asie centrale; il doit savoir par sa propre expérience dans l'Inde que notre position dans ces contrées est d'une extrême difficulté; nos actions n'y dépendent pas autant de nos propres intentions que de la conduite adoptée à notre égard par les États indigènes qui nous entourent. »

L'empereur ajouta que si, par malheur, de nouveaux conflits surgissaient dans l'Asie centrale, ce ne serait pas lui qui les aurait cherchés (1).

Quand plus tard, en 1872, l'expédition contre le Khiwa était devenue très-probable, le directeur du département asiatique au ministère des affaires étrangères fut autorisé à déclarer à lord Loftus, que toute la difficulté dans les rapports avec le Khiwa consistait dans l'extrême faiblesse de cet État. « Si nous sommes obligés de châtier le khan, tout l'État croulera comme un château de cartes. Nous avons fait notre possible pour amener le khan à entendre raison, mais sans résultat aucun (2). »

Ainsi, dès le commencement de l'année 1872, on prévoyait, non sans appréhension, à Saint-Pétersbourg que cette malencontreuse expédittion contre le khan de Khiwa, serait pour le gouvernement la source de grands embarras. On prévoyait que l'émir vaincu ne serait guère en état de maintenir son autorité, et que dans ce cas il ne resterait d'autre choix que de se retirer sans résultats palpables, ou d'occuper le pays conquis de manière à garantir l'exécution des engagements pris par le vaincu.

Dans le premier cas, le gouvernement russe aurait fait un sacrifice du sang de ses braves troupes et de l'argent de son peuple; dans le second cas, il aurait atteint le but élevé de l'expédition et garanti pour l'avenir la sécurité de possessions chèrement acquises.

Entre ces deux alternatives, un gouvernement qui connaît ses devoirs envers son pays, ne saurait hésiter.

(1) Dépêche de sir Andrew Buchanan du 25 février 1860.

(2) Dépêche de lord Loftus du 12 mars 1872.

Tous ces faits prouvent une chose : le gouvernement russe n'avait nullement l'intention de conquérir le khanat de Khiwa, et de l'annexer. Cependant, vu les instances du cabinet de Londres, le comte Schouwalow fut, au commencement de l'année 1873, envoyé à Londres avec la mission spéciale de tranquilliser le gouvernement anglais sur l'expédition de Khiwa. Il pouvait, en bonne conscience, déclarer à lord Granville « que l'empereur non-seulement ne désirait point prendre possession de Khiwa, mais que des ordres positifs ont été donné de prévenir ce cas, et que les instructions ont été expédiées afin que les conditions imposées fussent telles qu'en aucun cas une occupation prolongée du Khiwa n'eût pu avoir lieu (1). »

C'est dans ces termes que lord Granville rapporte le résultat de ses pourparlers avec le comte Schouwalow. En supposant que ce compte-rendu soit irréprochable au point de vue de l'exactitude, nous ne voyons, dans ces mots, comme le duc d'Argyll, aucun engagement international. Le comte Schouwalow, constatant seulement, en termes précis, ce qui avait été dit à plusieurs reprises aux représentants de l'Angleterre, savoir, que la Russie n'avait pas l'intention de conquérir le Khiwa au moment où l'expédition militaire contre ce pays fut décidée. Enfin, c'est un fait incontestable que l'occupation du Khiwa était tout-à-fait nécessaire pour prévenir le renouvellement des désordres dans ce pays, et pour établir un état des choses qui garantit les possesions russes contre les incursions et les déprédations des Khiwiens et des Turcomans. Lorsque le Khiwa eut été occupé et qu'on fut à même de connaître les conditions de la situation intérieure de ce pays, on put se convaincre que le Khan, même avec la meilleure volonté du monde, n'était pas en état d'entretenir des relations de bon voisinage avec la Russie. Ainsi les résultats de l'expédition contre le Khiwa étaient impossible à prévenir, et indépendants de la volonté du gouvernement russe.

Nous résumons ces considérations en affirmant de la manière la plus positive que le traité de paix conclu en 1873 avec l'émir de Khiwa ne viola aucun engagement conclu entre la Russie et l'Angleterre, par la raison bien simple qu'il n'existait, en réalité, aucun engagement pareil. Jamais le khanat de Khiwa n'a été déclaré territoire neutre; jamais l'indépendance de ce pays n'a été reconnue comme indispensable pour prévenir un contact entre les possessions anglaises et russes en Asie,

(1) *Correspondance with Russia, respecting Central Asia*, 1873 (nº 3). Duc D'ARGYLL, *loc. cit*, II, 310.

comme c'était le cas avec l'Afghanistan; jamais le gouvernement russe n'a consenti à abandonner sa liberté d'action à l'égard de ce khanat; jamais guerre n'a été plus juste que celle qui a été faite en 1873 à l'émir de Khiwa.

Nous nous rallions donc avec une pleine conviction à cette observation du duc d'Argyll : que ceux qui ont accusé la Russie de mauvaise foi en se basant sur la citation des quelques mots intentionellement mal choisis prouvent eux-mêmes plus de mauvaise foi qu'ils n'en imputent à la Russie(1). « Nous avons ordinairement, » continue le duc, « envisagé certains avis (*intimations*) donnés par la Russie concernant ses intentions et certaines déclarations sur sa politique, comme si ces avis et déclarations avaient la nature de promesses obligatoires ou d'engagements internationaux. Cependant l'avis donné d'une intention n'est pas encore nécessairement une promesse. Une déclaration ou une affirmation concernant la politique n'est pas nécessairement un engagement. »

En tout cas, il est hors de doute que la Russie a annexé une partie du khanat de Khiwa après une guerre victorieuse et parfaitement juste. L'Angleterre a annexé le pays du Transvaal, dans le sud de l'Afrique, sans guerre, sans victoire et sans la moindre raison. Si, par la soumission complète du khanat de Khiwa, la Russie n'avait obtenu qu'une seule chose, savoir, l'exécution de l'article 17 du traité de paix, elle aurait bien mérité de l'humanité et acquis un droit à la reconnaissance du monde civilisé tout entier.

L'article 17 porte : « Le manifeste publié le 25 juillet par Said-Mohammed-Ratkin-Bohadar-Khan, mettant en liberté tous les esclaves du khanat, et abolissant pour toujours l'esclavage et le trafic d'êtres humains, demeure en force et vigueur, le gouvernement du khan s'engageant expressément et de toutes ses forces, à faire exécuter strictement et consciencieusement les dispositions ci-dessus détaillées. »

Cette seule stipulation aurait dû faire taire tous scrupules et toutes craintes puériles chez une puissance qui a fait d'immenses sacrifices pour l'abolition de la traite des nègres.

(1) Duc d'ARGYLL, *The Eastern question*, II, p. 301.

IV.

La publication du traité de paix conclu avec l'émir de Khiwa souleva une tempête dans la presse anglaise et monta l'opinion publique en Angleterre presqu'au paroxysme de l'animosité contre la Russie.

Le gouvernement anglais se vit obligé de donner une satisfaction aux passions qui se faisaient jour dans le pays. Lord Granville, par dépêche du 7 janvier 1874, chargea l'ambassadeur britannique à Saint-Pétersbourg d'attirer l'attention du gouvernement russe sur les dangers qui menaçaient l'entente cordiale entre les deux gouvernements par suite de la nouvelle situation créée dans l'Asie centrale par la conquête de Khiwa. Lord Granville ne jugeait point pratique d'examiner minutieusement si les stipulations du traité de paix conclu avec le khan de Khiwa étaient strictement conformes aux assurances données par le comte Schouwalow. Mais il se croyait obligé de signaler au gouvernement russe les appréhensions soulevées dans l'Afghanistan et aux Indes par les rumeurs répandues d'une expédition russe contre Merv et contre les tribus sauvages de ces contrées. Lord Granville prévoyait qu'en ce cas ces tribus pourraient se voir forcées de chercher un asile sur le territoire afghan, dans la province de Hérat, et dès lors un conflit entre l'émir d'Afghanistan et les troupes russes devenait presqu'inévitable. En vue de cette éventualité, le gouvernement anglais exprimait l'espoir que la Russie prendrait en sérieuse considération les dangers qui résulteraient d'une pareille expédition, et voulait établir, une fois pour toutes, que *l'indépendance de l'Afghanistan est considérée comme une condition de haute importance pour le bien-être et la sécurité des Indes anglaises et la tranquillité de l'Asie* (1).

Le gouvernement russe crut devoir protester contre le point de vue adopté par le cabinet de Saint-James dans la dépêche de lord Granville, et réfuter les conclusions que cette dépêche tire des communications précédentes sur l'état des choses dans l'Asie centrale.

Dans sa réponse datée du 21 janvier 1874, le chancelier de l'empire de Russie affirma de nouveau la volonté du gouvernement russe de considérer l'Afghanistan comme entièrement en dehors de sa sphère d'action. Cependant Merv se trouvant bien au-delà des frontières reconnues à

(1) Comp. le memorandum du gouvernement de Russie en date du 17 avril 1875. (*Correspondence respecting Central Asia*, 1878, n° 1, p. 25 et suivantes.)

l'Afghanistan, le prince-chancelier ne pouvait trouver aucune base légitime aux prétentions du gouvernement anglais de s'ériger en protecteur privilégié de ce village qui a été jusqu'à présent le refuge de la tribu de brigands, connue sous le nom de Turcomans. Le prince Gortchakow déclara qu'il dépendait entièrement des Turcomans de vivre en bonne intelligence avec la Russie, « mais que, s'ils se livraient à des actes d'agression et de brigandage contre nous, force nous serait de les châtier. » L'émir de Caboul, grâce à l'influence qu'il exerce sur cette tribu, pourrait rendre un service réel au repos de l'Asie centrale en lui faisant comprendre d'avance les conséquences inévitables de sa conduite à l'égard de la Russie.

Cette réponse du gouvernement de Saint-Pétersbourg ne pouvait plaire au cabinet de Londres; elle laissait trop voir que la Russie avait conscience de sa dignité et de sa force, tandis qu'on s'était attendu à Londres à la voir témoigner une déférence illimitée pour toutes les représentations et toutes les protestations que le gouvernement anglais voulait bien lui faire touchant ses rapports avec les pays indépendants de l'Asie centrale. La dépêche du 21 janvier vint donner un démenti formel à ces prétentions qui d'ailleurs n'avaient aucune raison d'être.

Peu après, en février, le ministère anglais changea; le parti conservateur ayant obtenu, dans le parlement, une majorité considérable, M. Disraëli fut chargé de constituer un cabinet; le portefeuille des affaires étrangères échut à lord Derby et celui de l'*India Office* au marquis de Salisbury.

L'avénement de ce ministère conservateur amena en quelques années une révolution radicale dans l'état des choses concernant l'Asie centrale. A mesure que la crise s'aggravait en Turquie, les relations entre la Russie et l'Angleterre se tendaient et devenaient de moins en moins amicales. La politique anglaise d'alors dans l'Asie centrale est en parfaite harmonie avec la politique anglaise dans la question d'Orient : en Turquie comme dans l'Asie centrale, l'Angleterre n'avait en vue que son intérêt exclusif. Au commencement de la dernière crise qu'a traversée la presqu'île des Balkhans, le gouvernement anglais s'est fait le champion de l'intégrité de la Turquie et a fini par le démembrement de la Turquie et la conclusion de la convention anglo-turque du 4 juin 1878. Dans l'Asie centrale, l'Angleterre a toujours déclaré que l'indépendance de l'Afghanistan était l'objet suprême de toutes ses sollicitudes; le traité de paix conclu avec Yakoub-Khan a fait de l'Afghanistan un État mi-

souverain qui dorénavant dépend de la bonne volonté du vice-roi des Indes anglaises. Depuis 1875 jusqu'en 1878, l'Angleterre s'est livrée, contre la Russie, aux démonstrations les moins équivoques et les plus hostiles, dans le but de nuire au prestige de la Russie, de lui enlever toutes les satisfactions auxquelles pouvaient lui donner droit les sacrifices incalculables supportés par la nation russe au profit de ses confrères soumis au joug musulman; le traité de Berlin, dans l'ensemble de ses stipulations, a confirmé les acquisitions faites par la Russie au profit des populations chrétiennes de la Turquie, mais certainement celles-ci n'oublieront jamais que si elles n'ont pas gagné tout ce qu'elles demandaient et si elles ont été trompées dans leurs aspirations légitimes, — c'est grâce à l'opposition de l'Angleterre et de l'Autriche-Hongrie, l'alliée de l'Angleterre au sein du congrès de Berlin.

L'esprit qui animait le gouvernement de M. Disraëli à l'égard de la Russie se revéla bientôt dans les relations mutuelles et les pourparlers diplomatiques, même sur des questions qui semblaient ne concerner nullement les intérêts politiques de ces deux grandes puissances. L'attitude du gouvernement anglais à l'occasion de la conférence de Bruxelles pour la codification des lois et coutumes de la guerre, qui fut convoquée par l'initiative magnanime de l'empereur Alexandre II, fut le premier symptôme d'une politique nouvelle.

Dans la question de l'Asie centrale, cette politique devait changer du tout ou tout l'état des choses et les rapports réciproques de la Russie et de l'Angleterre. La verte réponse du prince Gortchakow concernant la liberté d'action de la Russie à l'égard de Merv ne calma ni le gouvernement anglais, ni la presse, ni l'opinion publique de l'Angleterre. Pendant les quatre années de 1874 à 1878, le cabinet de Londres harcela de ses questions le gouvernement russe, pour savoir s'il avait l'intention de faire une expédition contre cet intéressant village. Le vice-roi des Indes, ainsi que le gouvernement de la métropole, montraient une sollicitude touchante pour Merv qui est devenu dès lors une localité célèbre. Le duc d'Argyll constate qu'en Angleterre l'affection pour Merv est devenu si générale et si profonde, qu'elle mérite une étiquette particulière; il faut dès à présent entendre par le mot *mervousness* une affection très solide pour une chose ou une personne quelconque (1). Il est permis cependant de demander ce qu'est ce Merv dont traite la correspondance

(1) Duc d'ARGYLL, *The Eastern question*, t. II, p. 370.

diplomatique, échangée entre l'Angleterre et la Russie, et dont elle s'occupe presque à chaque page.

« C'est un misérable village, » répondons-nous avec le duc d'Argyll, ou tout au plus une pauvre petite ville contenant des huttes de boue et non défendue, ou défendue seulement par des murs de boue (*mud walls*). « C'est un nid de brigands (1). » Mais on se rappelle que M. Rawlinson prétendait dans son fameux memorandum que si Merv tombait aux mains de la Russie, la route des Indes serait ouverte et que rien ne pourrait empêcher les troupes russes de marcher sur Hérat. Le duc d'Argyll répond fort justement qu'autre chose est de marcher sur Merv, et autre chose de réunir à Merv une armée pour aller occuper Hérat que sir Henry Rawlinson lui-même reconnaît être une forteresse formidable (2). Mais le gouvernement anglais est d'un autre avis; il insiste sur la neutralité ou l'inviolabilité de Merv et ne cesse de protester contre une marche des troupes russes sur cette ville.

Pourtant, il est impossible de reconnaître le moindre fondement juridique ou politique aux prétentions de l'Angleterre, lesquelles n'ont d'autre résultat pratique que de garantir une certaine sécurité aux brigands fameux qui ont établi à Merv l'entrepôt des hommes et des choses volés par eux sur les grands chemins. Cette situation privilégiée que le gouvernement anglais s'efforce de garantir à Merv ne saurait évidemment durer à perpétuité. Le gouvernement anglais lui-même a constaté, à plusieurs reprises, que la tribu des Turcomans habitant Merv fait des attaques sur les caravanes russes et emmène des sujets russes en esclavage (3). En 1877 le général Lamakine fut attaqué par une troupe de 6000 Turcomans Tékés, qu'il défit complètement après un combat de plusieurs heures (4).

Ces circonstances devaient engager le gouvernement anglais à insister auprès de l'émir d'Afghanistan pour qu'il usât de son influence sur la population turbulente et pillarde de Merv pour lui conseiller une attitude moins hostile à l'égard de la Russie. Le gouverneur-général des Indes prévint les Turcomans par voie indirecte. que « l'immunité d'une attaque dépendrait probablement en entier de leur propre conduite. Si les Turcomans continuent à commettre des actes d'hostilité contre les

(1) *Ibidem*, p. 370.
(2) Rawlinson, dans le *Quarterly Review*, janvier 1879, p. 255.
(3) *Corresp. resp. Central Asia* 1878, nº 1 (nº 7, p. 11; nº 18, p. 18; nº 37, p. 46).
(4) *Ibidem*, nº 110, p. 110.

Russes et à piller des marchands pacifiques et inoffensifs, ils ne peuvent espérer d'éviter longtemps le châtiment. » Les Turcomans par leur conduite, concluait le gouvernement de Simla, offrent aux Russes « une juste cause» de leur faire la guerre (1).

Ainsi les autorités anglaises elles-mêmes ont reconnu qu'il était juste et nécessaire de mettre un terme aux déprédations et aux brigandages des Turcomans. Mais alors comment s'expliquer les appréhensions de l'Angleterre au sujet d'une expédition russe contre Merv? Comment justifier toutes ces protestations anglaises, qui pendant les trois dernières années se succédaient à St-Pétersbourg? Existait-il un engagement quelconque de la part du gouvernement russe de ne marcher dans aucun cas sur Merv et de laisser aux Turcomans la liberté illimitée de piller, de réduire en esclavage ou de massacrer les marchands russes?

Un engagement pareil n'existe point. S'il existait, ce serait une honte pour la Russie autant que pour l'Angleterre. Pour la Russie, parce qu'il proclamerait l'intention du gouvernement impérial d'abdiquer son rôle civilisateur dans l'Asie centrale et d'abandonner ses sujets à la merci des brigands et des pillards; or, la dignité, l'honneur et l'histoire de la Russie excluent la possibilité d'une conduite pareille. Pour l'Angleterre, parce que l'engagement, demandé à la Russie, de laisser faire les Turcomans, équivaudrait à une communauté d'intérêts entre la nation anglaise et ce « nid de brigands » et à une coopération avec cette tribu pour piller des caravanes russes et réduire des sujets russes en esclavage; or, il nous paraît que la seule supposition de la possibilité d'une pareille connivence serait une offense gratuite à l'adresse de la nation anglaise toute entière. Voilà pourquoi il est impossible, à nos yeux, que le gouvernement anglais ait voulu réellement garantir l'impunité des Turcomans pour toutes leurs incursions sur le territoire russe, et leur brigandage systématique contre les sujets russes.

La correspondance diplomatique ne contient aucune trace d'un engagement semblable de la Russie. Étant données les appréhensions de l'Angleterre à l'égard du sort de Merv, le cabinet de Saint-Pétersbourg pouvait bien lui répondre que si le cabinet de Londres supposait qu'une expédition militaire russe contre Merv était chose décidée, cette supposition n'était pas fondée en vérité. De plus, le gouvernement russe pouvait

(1) *Ibidem*, nº 37, p. 46. Comp. l'instruction de M. Aitchison à M. Thornton en date du 14 juin 1876, p. 47 et 48.

aussi assurer le gouvernement anglais qu'il n'avait nullement l'intention d'occuper ni d'annexer Merv. Mais, d'un autre côté, il était incontestable que si les Turcomans ne cessaient pas leur brigandage, une expédition militaire russe contre eux et une punition sévère seraient parfaitement légitimes. Les protestations de l'Angleterre n'auraient, dans ce cas, aucun effet pratique et n'arrêteraient certainement pas le châtiment de ces brigands, — à moins que l'Angleterre ne donnât à la Russie des garanties effectives, qu'à l'avenir les Turcomans changeraient leur attitude intolérable pour tout gouvernement qui est pénétré de la conscience de ses devoirs envers ses propres sujets.

La question de Merv s'est, du reste, simplifiée singulièrement depuis qu'en 1877 les chefs des Turcomans Tékés ont conclu un accord avec le gouvernement persan, en vertu duquel cette tribu reconnaît la souveraineté du chah de Perse (1). Si tous ces Turcomans sont devenus sujets de la Perse, il est évident que le gouvernement persan devra répondre à l'avenir de leur conduite, vis-à-vis de l'étranger; s'il se sentait trop impuissant pour punir ces turbulents nomades, un gouvernement étranger saurait bien se charger de cette besogne, soit avec le consentement du souverain reconnu, mais impuissant, soit sans ce consentement, étant donnée la nécessité absolue d'établir dans ces pays un ordre de choses plus supportable.

Quoiqu'il en soit, la question de Merv était devenue pendant les années 1875 et suivantes un véritable cauchemar pour le gouvernement anglais, qui ne cessait de demander des explications sur de prétendues expéditions dirigées contre cette ville ou ce village, et le représentant de la Grande Bretagne près la cour de Russie semblait prétendre que, par ces expéditions, le gouvernement russe allait violer ses engagements.

Afin de couper court, une fois pour toutes, à la prétention de l'Angleterre de contrôler chaque pas fait dans l'Asie centrale par les troupes russes et de critiquer chaque mesure prise par les autorités russes dans ces contrées, le gouvernement impérial résolut d'exposer d'une manière systématique et détaillée la marche des négociations diplomatiques relatives à la question de l'Asie centrale. Le memorandum du 17 avril 1875, écrit dans ce but, fut communiqué au cabinet de Londres (2), par la dépêche de la même date, portant la signature du prince Gortchakow.

(1) Dépêche de M. Taylour Thomson de Teheran à lord Derby, en date du 3 janvier 1878. (*Corresp. resp. Central Asia*, 1878, nº 1, p. 124, nº 129).

(2) *Correspondence resp. Central Asia*, nº 1, 1878, p. 27 et suiv.

Après avoir fait l'historique des pourparlers entre la Russie et l'Angleterre, ce memorandum pose les conclusions suivantes qui sont empreintes d'une franchise remarquable :

« Le cabinet de Londres semble déduire de ce que nous lui avons, à plusieurs reprises, communiqué spontanément et amicalement nos vues sur l'Asie centrale, et, en particulier, notre ferme intention de ne point y poursuivre une politique de conquêtes et d'annexions, la conviction que nous aurions contracté envers lui des engagements précis sous ce rapport. De ce que les événements nous ont forcés, malgré nous, à nous écarter de ce programme dans une certaine limite, il semble conclure que le cabinet impérial aurait manqué à des promesses formelles...

« Ces conclusions ne semblent pas conformes à la réalité des choses, ainsi qu'à l'esprit et à la lettre des conventions établies entre les deux gouvernements.

« *Il est toujours resté entendu que, de part et d'autre, ils conservaient entièrement leur liberté d'action et d'appréciation quant aux mesures nécessitées par leur propre sécurité...*

« Les mêmes principes ont présidé à nos pourparlers avec M. Forsyth. Il a été reconnu, notamment, que dans l'état des choses, les frontières russes et anglaises en Asie centrale ne pouvant pas être considérées comme immuables, un arrangement international sur ce point resterait sans effet. »

Parmi les bases de l'accord entre les gouvernements de l'Angleterre et de la Russie concernant l'Asie centrale, mentionnées par le memorandum du 17 avril 1875, nous signalons les suivantes :

« 1° Qu'un antagonisme entre eux dans ces contrées serait contraire à leurs intérêts mutuels et à la mission civilisatrice à laquelle ils (les deux gouvernements) sont appelés chacun dans la sphère de son influence naturelle ;

2° Qu'à cet effet il était désirable de conserver entre eux une zône intermédiaire, qui les préservât d'un contact immédiat ;

3° *Que l'Afghanistan constituerait cette zône intermédiaire, si son indépendance était mise de part et d'autre à l'abri de toute atteinte.* »

Le gouvernement anglais s'est cru obligé de rectifier quelques expressions du memorandum diplomatique, communiqué par l'ambassadeur de Russie. Il avait compris d'une autre manière les pourparlers sur les frontières de l'Afghanistan et de la zône intermédiaire. Mais il attribuait la plus grande valeur à ce que sa pleine liberté d'action (*complete liberty*

of action) relativement à l'Afghanistan fût reconnue dans toutes les circonstances et tous les cas. En vue de l'intérêt spécial qu'a ce pays pour les possessions britanniques dans les Indes, le gouvernement anglais appréhendait avec anxiété l'occupation de Merv. Cette mesure devait infailliblement évoquer des craintes fondées de la part de Shir-Ali-Khan et, en cas d'une intervention de sa part, un conflit entre la Russie et l'émir serait inévitable — ce que l'Angleterre voudrait prévenir par tous les moyens. Enfin, lord Derby remerciait le prince Gortchakow de l'assurance donnée par lui, que l'empereur de Russie n'avait aucunement l'intention d'étendre les frontières de son empire, ni du côté de Boukhara, ni du côté de Krasnovodsk et de l'Atrek (1).

La réponse de lord Derby était écrite dans un ton modéré et amical. Le gouvernement le reconnaît par la dépêche du chancelier au comte Schouwalow du 3 (15) février 1876. Toutefois le prince Gortchakow, afin d'éviter tout malentendu dans l'avenir, insistait encore sur la liberté d'action que les deux puissances s'étaient réservée.

« Veuillez dire à Son Excellence, » écrit le chancelier de l'empire de Russie, « d'ordre de notre auguste Maître, que nous adhérons entièrement aux conclusions d'après lesquelles, en maintenant de part et d'autre l'arrangement convenu quant aux *limites* de l'Afghanistan, qui demeurerait en dehors de la sphère d'action de la Russie, les deux cabinets considéreraient comme closes les discussions reconnues peu pratiques relativement à la zône intermédiaire, et, *tout en conservant leur pleine liberté d'action*, ils se règleraient d'après le désir mutuel de tenir un juste compte de leurs intérêts et de leurs nécessités respectives, en évitant *dans la mesure du possible* un contact immédiat entre eux, ainsi que des collisions entre les États asiatiques placés dans le rayon de leur influence (2). »

Cette interprétation authentique du point de vue, soit de la Russie, soit de l'Angleterre, fut finalement aussi acceptée par le gouvernement anglais, vu que ce dernier n'avait rien à contredire aux réserves faites dans la dépêche du prince Gortchakow en date du 3 février 1876, dont une copie fut remise à lord Derby.

La pleine liberté d'action pour l'avenir, telle était désormais la base de toutes les opérations dans l'Asie centrale.

(1) Dépêche de lord Hamilton à lord Tenterden en date du 22 juin 1875, et memorandum anglais en date du 25 octobre 1875. (*Corresp. resp. Central Asia*, 1878, n° 1, p. 43 et 58.)

(2) *Correspondance respecting Central Asia*, 1878, n° 1, p. 68 (n° 62).

La Russie profita de cette liberté en premier lieu à l'égard du Khokand.

Après les guerres de 1866 à 1868, les États de l'émir de Khokand étaient fort amoindris; ce qui en restait n'était plus qu'une enclave dans les possessions russes. L'émir était soumis à l'influence prépondérante de la Russie. Des troubles permanents dans les pays qui lui étaient laissés forcèrent à plus d'une reprise les troupes russes à intervenir. En 1875, l'émir Nasr Eddin fut détrôné par une nouvelle insurrection; il se réfugia à Chodjent et supplia le général Kaufmann de lui donner asile dans les possessions russes. Vu la situation géographique du khanat, il fut en 1876 définitivement annexé aux possessions de la Russie comme province de Ferghanah.

Naturellement, ces évènements suscitèrent en Angleterre une nouvelle croisade contre le gouvernement russe et le cri de *Vae Indiæ!* retentit de nouveau dans les journaux et dans les meetings. M. Cochrane, membre du parlement, interpella le gouvernement sur sa politique en Asie et sur les événements récents dans le Khokand.

M. Disraëli répondit avec un calme et une dignité remarquables. Il assura le parlement qu'il n'y avait pas le moindre motif d'inquiétude au sujet de l'avenir des possessions anglaises en Asie.

« Loin de m'allarmer des progrès de la puissance russe dans l'Asie centrale, » déclara le chef du gouvernement anglais, « je ne vois pas de raison pour que la Russie ne fasse pas la conquête de la Tartarie puisque l'Angleterre a conquis les Indes. Je désire seulement que le peuple de la Tartarie retire autant d'avantages de la conquête russe que le peuple hindou en a retirés de la conquête anglaise. » Enfin, M. Disraëli ajouta que « la bonne entente entre les deux gouvernements d'Angleterre et de Russie n'avait jamais été aussi complète qu'en ce moment. » Ceci était dit au mois de mai 1876.

Un langage pareil dans la bouche de M. Disraëli à l'égard de la Russie était d'autant plus étonnant que justement à cette époque le gouvernement anglais refusait d'accepter le memorandum de Berlin. L'attitude de M. Disraëli dans la question de ce memorandum était en contradiction flagrante avec son discours sur les affaires de l'Asie centrale. Il est tout à fait incroyable qu'il ait désiré « la bonne entente » entre la Russie et l'Angleterre en Asie au temps même où il détruisait toute base possible d'une entente et d'une confiance mutuelle en Europe. Il est évident que le discours calme et bienveillant de M. Disraeli sur la question de l'Asie

centrale devait avoir d'autres mobiles que ceux que l'on croit voir au premier abord.

La correspondance entre le gouvernement anglais et Shir-Ali, khan d'Afghanistan, nous donne la clef de ce rébus. Il est clair aujourd'hui que depuis l'année 1875 le gouvernement anglais était résolu à obtenir l'annexion de l'Afghanistan, ou du moins la soumission complète de ce pays à la domination anglaise. Au mois de mai 1876, cette nouvelle politique anglaise, inaugurée par lord Lytton, le nouveau vice-roi des Indes, n'était qu'à son début, et il fallait cacher par tous les moyens son but final à la Russie. Dans ces circonstances la prudence demandait de n'éveiller en aucune façon les soupçons de la Russie et de prévenir toute appréhension de la part des autorités russes en Asie. En d'autres termes, la nouvelle politique anglaise à l'égard de l'Asie centrale exigeait, comme première condition de son succès, le secret le plus profond et la nécessité impérieuse de fermer les yeux aux autorités russes. Il faut rendre cette justice au chef actuel du cabinet anglais, qu'il a en grande partie atteint son but. L'attention du gouvernement russe était absorbée par la crise qui sévissait dans la Turquie d'Europe; le magnifique discours sur « la bonne entente » entre l'Angleterre et la Russie quant à l'Asie centrale, a certainement contribué à l'exécution des ingénieuses combinaisons de M. Disraëli.

Mais quelles étaient ces combinaisons? De quelle nature était la nouvelle politique inaugurée par lord Lytton, qui possède toute la confiance de lord Beaconsfield?

Ces combinaisons avaient pour objet l'anéantissement de l'indépendance de l'Afghanistan; cette nouvelle politique tendait à une extension essentielle de la sphère d'action du gouvernement anglais en Asie.

Ce serait sortir du cadre de cette étude que de faire l'histoire des relations de l'Afghanistan avec le gouvernement anglais. Nous n'avons pas non plus à suivre les négociations qui eurent lieu, depuis 1875, entre l'émir Shir-Ali et le gouvernement du vice-roi. Le duc d'Argyll, auquel sa qualité d'ancien secrétaire d'État pour les affaires des Indes donne une compétence exceptionnelle dans cette question, a tracé de ces négociations un aperçu lucide et impartial.

Nous nous bornerons à signaler sommairement les diverses étapes par lesquelles le gouvernement anglais a contraint l'infortuné Shir-Ali-Khan à se jeter dans les bras de la Russie et à accepter la lutte que le vice-roi des Indes lui a imposée.

La base de toutes les relations entre l'Afghanistan et l'Angleterre fut pendant plusieurs années le traité conclu en 1855 entre Dost-Mohammed-Khan et la Compagnie anglaise des Indes. En vertu de ce traité, amitié et bonne entente devaient régner entre les deux pays. L'émir prit l'engagement de considérer les ennemis de la Compagnie comme ses propres ennemis; il ne reçut point en échange l'assurance que ses ennemis seraient aussi les ennemis de la Compagnie.

Après la mort de Dost-Mohammed des troubles éclatèrent dans l'Afghanistan; une lutte acharnée entre les fils de l'émir, qui prétendaient tous au trône, ravagea le pays pendant plusieurs années. Enfin, en 1866, Shir-Ali resta seul maître de tout l'Afghanistan. Le vice-roi des Indes, qui était alors Sir John Lawrence, s'appliqua à entretenir avec lui les relations les plus amicales. Il le reconnut en qualité d'émir, et son fils préféré Abdoullah-Djan en qualité d'héritier présomptif. Il lui donna à plusieurs reprises des subsides considérables en argent et en munitions de guerre. Les successeurs de Sir John Lawrence, lord Mayo et lord Northbrook, suivirent la même ligne de conduite.

Shir-Ali s'engagea, en échange, à maintenir les relations amicales avec le gouvernement anglais. Mais il a toujours placé à la base de son alliance avec l'Angleterre l'indépendance complète de son pays, et l'exclusion de toute ingérence de la part des autorités anglaises. La condition fondamentale et la garantie essentielle de l'exécution de cet engagement de la part du gouvernement anglais, avait toujours été aux yeux de Dost-Mohammed et de ses fils, la non présence, à Caboul, d'un agent diplomatique de l'Angleterre. Shir-Ali-Khan permit qu'un *vakeel* ou agent indigène fût chargé des communications réciproques entre lui et le gouvernement anglais; mais il refusa toujours catégoriquement de recevoir à Caboul une mission diplomatique permanente.

La résistance énergique de Shir-Ali-Khan dans cette question s'explique parfaitement bien par les expériences qu'ont faites les autres États de l'Asie. L'établissement d'un agent diplomatique ou militaire anglais dans un pays asiatique, a toujours eu pour résultat final l'annexion de ce pays aux possessions britanniques. L'expérience des États de l'Inde prouve, dit le duc d'Argyll, que là où se trouve un fonctionnaire anglais, il devient bien vite le pivot autour duquel tourne le gouvernement indigène, il intervient dans toutes les affaires du pays, il s'impose comme autorité absolue (1).

(1) Duc d'Argyll, *The Eastern question*, t. II., p. 225 et 267.

Dans ces circonstances la répugnance que montrait Shir-Ali à la réception d'une mission anglaise, était fort naturelle. Sir John Lawrence, lord Mayo, lord Northbrook ont tenu compte des sentiments de l'émir. Ils lui ont promis formellement, personnellement et par écrit dans leurs négociations soit avec lui, soit avec ses ministres, de respecter son désir et de ne point lui imposer la présence à Caboul d'un représentant permanent du gouvernement anglais. C'est ainsi que lord Mayo, qui a été un des meilleurs vice-rois des Indes, écrivit le 3 juin 1869 au secrétaire d'État pour les affaires des Indes à Londres, qu'à Umballa il a pris à l'égard de l'émir d'Afghanistan seulement les trois *engagements* (pledges) suivants : « que nous n'interviendrons point dans ses affaires; que nous soutiendrons son indépendance; que nous ne lui imposerons nullement, contraire à son désir, des fonctionnaires ou résidents anglais (1). » Ces engagements sont parfaitement d'accord avec le traité de 1855, par lequel le gouvernement anglais s'était interdit toute intervention dans les affaires de l'Afghanistan. Les trois vice-rois qui ont procédé lord Lytton, étaient convaincus que la politique à l'égard de l'Afghanistan doit être « la base de la politique anglaise dans l'Asie centrale (2). » Les rapports entre le gouvernement des Indes et l'émir d'Afghanistan devaient, selon eux, reposer sur une confiance réciproque illimitée.

L'avènement du ministère conservateur a changé du tout au tout la conduite des autorités anglaises. Le marquis de Salisbury, nommé chef de l'*India Office*, informa déjà le 22 janvier 1875 le vice-roi des Indes que le gouvernement avait décidé d'insister auprès de Shir-Ali-Khan pour qu'il reçut des résidents anglais à Hérat et à Candahar. Quant à Caboul, le gouvernement ne croyait pas encore opportun d'imposer à l'émir une mission permanente.

Le vice-roi lord Northbrook, ainsi que tous les membres du conseil gouvernemental des Indes refusèrent de reconnaître l'utilité et la justice de la mesure proposée. Ils déclarèrent unanimement que l'émir d'Afghanistan avait jusqu'à ce jour exécuté fidèlement tous ses engagements, qu'il avait toujours montré un dévouement sincère aux intérêts de l'Angleterre, que le gouvernement s'était engagé à plusieurs reprises à ne pas lui imposer des résidents diplomatiques anglais, enfin que l'exécution de l'ordre du marquis de Salisbury constituerait une rupture radicale avec la politique de conciliation et de bonne foi qui jusqu'alors avait prédominé

(1) Ibid. p. 274.
(2) Ibid. p. 272.

dans les rapports de l'Afghanistan (1). De plus, les autorités des Indes anglaises ne pouvaient pas s'expliquer la nécessité d'un changement de politique, attendu qu'il n'y avait pas la moindre raison de craindre quoique ce soit du côté du Turkestan.

Lord Salisbury insista sur l'exécution de ses instructions du 22 janvier 1875. Lord Northbrook donna sa démission; homme d'honneur, il ne voulait pas manquer à sa parole vis-à-vis de Shir-Ali-Khan. Lord Lytton fut nommé vice-roi des Indes, et s'appliqua sur-le-champ à l'exécution des combinaisons nouvelles qui étaient formées dans le conseil des ministres à Londres.

Le duc d'Argyll affirme qu'une note écrite le 11 janvier 1875 par M. Bartle Frere, alors fonctionnaire haut placé aux Indes, fut acceptée comme programme du ministère Disraëli. M. Bartle Frere développait dans ce document les idées qu'il avait proclamées déjà au mois de mai 1874, dans une lettre adressée au secrétaire du *Foreign Departement* de l'*India Office*. Les idées de M. Bartle Frere se distinguent par une énergie plus grande que celles de sir Henry Rawlinson, mais elles s'étaient évidemment développées sur le même terrain et avaient en vue les mêmes aspirations dignes de la « politique impériale » de lord Beaconsfield. M. Bartle Frere recommandait l'occupation de la ville afghane de Quetta et l'établissement de missions permanentes anglaises à Candahar et Balkh.

Lord Lytton fit occuper la ville de Quetta par les troupes anglaises. Cela eut lieu en pleine paix. L'émir d'Afghanistan n'avait pas fourni le moindre prétexte pour une plainte juste de la part du gouvernement anglais.

Puis vint la demande à Shir-Ali-Khan de recevoir des résidents anglais à Herat, Candahar et même à Caboul.

L'émir de l'Afghanistan ne put se résigner à se soumettre à cette demande. Il refusa, en se basant sur le traité de 1855 et sur les engagements formels pris par les prédécesseurs de lord Lytton. De plus, il mettait en avant plusieurs prétentions contre le gouvernement anglais; il prétendait être trompé dans ses justes attentes concernant la question de la délimitation du Seistan dont l'arbitre anglais avait adjugé la plus grande partie à la Perse; il demandait un engagement nouveau de la part de l'Angleterre de n'intervenir d'*aucune manière* dans les affaires

(1) *Correspondence respecting Afghanistan* 1878, p. 150. Comp. p. 128 et 147.

intérieures de l'Afghanistan ; il insistait de la manière la plus énergique sur l'exécution de l'engagement concernant la non-résidence à Caboul ou sur le territoire afghan d'un Anglais quelconque ; il prétendait n'avoir pas reçu les subsides promis ; enfin il protestait énergiquement contre l'occupation de Quetta.

Lord Lytton ne fut nullement embarrassé par les arguments que l'émir opposait à ces exigences. Le vice-roi déclara d'une part que les engagements pris par lord Mayo et par lord Northbrook n'étaient que des *assurances personnelles* (!), d'autre part il prétendit que tout ce qu'il demandait de Shir-Ali-Khan était parfaitement d'accord avec ce qu'exigeaient ses prédécesseurs. Le duc d'Argyll déclare qu'on ne saurait blâmer trop sévèrement une conduite pareille(1).

Ce n'est pas tout. Lord Lytton jugea *tous* les moyens légitimes pour obtenir son but. Il fit déclarer à Shir-Ali que, « si lui ne désirait pas conclure promptement un accord avec l'Angleterre, *la Russie le désirait, et qu'elle le désirait à ses dépens à lui Shir-Ali-Khan*(2). » Nous avons étudié avec une attention soutenue toute la correspondance diplomatique entre la Russie et l'Angleterre concernant la question de l'Asie centrale ; nous n'avons nulle part trouvé la moindre trace de ce désir de la Russie d'engloutir une partie de l'Afghanistan. D'ailleurs tous les pourparlers diplomatiques entre les deux puissances excluent même la possibilité d'un échange d'idées roulant sur les plans inventés aux dépens de Shir-Ali.

On en est réduit à mettre ces paroles du vice-roi des Indes au nombre des stratagèmes diplomatiques d'un caractère assez équivoque dont il a abusé d'ailleurs plus d'une fois dans ses négociations avec les représentants de Shir-Ali-Khan.

De nouvelles conférences furent ouvertes à Peschawar au commencement de l'année 1877, entre le colonel anglais Lewis Pelly et le premier ministre de l'émir, Noor-Mohammed. Elles eurent pour résultat, au mois de mars, une rupture définitive entre l'Afghanistan et l'Angleterre. En lisant les procès-verbaux de ces conférences, on arrive progressivement à la conviction exclusive, que le gouvernement anglais poussait à une rupture par tous les moyens et de toutes ses forces. Plus le représentant

(1) Duc d'ARGYLL, *loc. cit.* II, 432.

(2) Voici ces paroles remarquables : « *If the Ameer does not desire to come to a speedy understanding with us, Russia does ; and she desires it at his expense.* (*Correspondence resp. Afghanistan*, p. 183. *Memorandum of the interview at Simla on* 10 october 1876.)

de l'émir se montrait disposé à faire des concessions, plus le représentant anglais augmentait ses exigences, accentuait son attitude altière et offensante. Tout-à-coup lord Lytton ordonna au colonel Pelly de clore les conférences et de rompre tous les pourparlers. La mort du ministre de l'émir offrit un prétexte excellent pour exécuter cette résolution.

Ici se pose une question toute naturelle : comment faut-il expliquer cette hâte, cette précipitation passionnée ? Nous ne pouvons que répondre comme l'a fait le duc d'Argyll : le gouverneur-général des Indes voulait forcer Shir-Ali à se jeter dans les bras de la Russie, afin d'avoir le prétexte nécessaire pour une guerre contre l'Afghanistan[1].

De plus, c'est un fait avéré que dans les premiers mois de 1878, le gouvernement des Indes anglaises rassemblait une armée de 30,000 hommes qui devait passer par l'Afghanistan pour attaquer les possessions russes dans l'Asie centrale. Le journal *The Pioneer* qui, selon le duc d'Argyll, a des relations notoires avec le gouvernement anglais à Simla, déclara, dans une correspondance du mois d'août 1878, que tout le monde connaissait la destination de cette armée[2].

« Cependant, continue le duc d'Argyll, si le gouvernement anglais avait le droit incontestable de faire ces préparatifs et de former des projets pareils, il serait téméraire de refuser à la Russie le droit de prendre des mesures de précaution contre ces projets. » La Russie, le duc le déclare plus d'une fois, n'a violé aucun engagement international en envoyant une mission à Caboul; elle a simplement pris des mesures parfaitement légitimes, au point de vue de sa défense personnelle[3].

En effet, l'hostilité ouverte du gouvernement anglais à l'égard de la Russie, l'expédition en Europe de troupes indiennes en vue d'une guerre contre cette puissance, enfin toute l'attitude de l'Angleterre depuis la fin de l'année 1877, montraient une résolution prise de chercher querelle à la puissance dont les armées victorieuses se sont couvertes d'une gloire éternelle dans l'Arménie et sur les Balkhans.

Voilà comment le gouvernement russe fut forcé par la Grande-Bretagne même à faire des tentatives pour lui créer des embarras dans l'Asie. On savait à Saint-Pétersbourg que deux capitaines anglais, MM. Butler et Napier voyageaient chez les Turcomans et les autres

(1) Duc d'Argyll, *The Eastern question*, II, 482.
(2) *Ibidem*, t. II, p. 444.
(3) *Ibidem*, t. II, p. 289 et 495 et suivantes.

tribus de ces parages pour les exciter à de nouvelles excursions dans les possessions russes (1). Le gouvernement anglais avouait qu'il avait permis à un émissaire de la Porte Ottomane de traverser les Indes pour passer par l'Afghanistan dans les autres pays mulsulmans de l'Asie centrale, afin de soulever contre le gouvernement russe toute la population musulmane (2). Les plaintes du gouvernement anglais contre la mission du général Stolétoff à Caboul et les clameurs élevées en Angleterre à ce propos paraissent au moins étranges en présence de ces faits avérés. Le gouvernement anglais protesta en 1878 contre la correspondance échangée entre le général Kaufmann et Shir-Ali-Khan, quoique les vice-rois lord Mayo et lord Northbrook eussent eux-mêmes conseillé à l'émir d'entretenir cette correspondance et de répondre aussi amicalement que possible, quoiqu'il n'existât aucun engagement interdisant au gouvernement russe d'entrer en relations directes avec l'émir d'Afghanistan, quoiqu'enfin le gouvernement se fût maintes fois réservé toute sa liberté d'action dans l'Asie centrale. Le même gouvernement qui, contrairement à un traité des plus solennels, avait forcé par sa flotte le passage des Dardanelles, demandait l'exécution fidèle d'un engagement qui n'avait jamais existé, et qui, s'il avait existé réellement, pouvait être violé légalement grâce à l'attitude hostile et aux mesures de guerre du cabinet de lord Beaconsfield.

Nous avons plusieurs fois eu l'occasion de prouver que toutes les déclarations du gouvernement russe concernant la situation de l'Afghanistan étaient fondées sur la supposition que ce pays resterait un État indépendant. La Russie n'aurait jamais permis une intervention contraire à cette indépendance. Quand le prince Gortchakow déclara, dans la dépêche du 3 (15) février 1876, que l'Afghanistan reste « en dehors de la sphère d'action » de la Russie, il ne pouvait que confirmer les déclarations antérieures de 1869 et de 1875.

L'Angleterre s'était engagée à respecter cette indépendance tant à l'égard de la Russie qu'à l'égard de l'émir d'Afghanistan lui-même. Cependant, depuis le commencement de l'année 1875, le gouvernement anglais se mit à l'œuvre systématiquement et énergiquement pour la détruire, bien que ni la Russie ni l'émir de Caboul n'eussent fourni à cette époque le moindre prétexte pour violer les engagements les plus solennels. Quand, au mois de mai 1875, M. Disraëli déclara au parlement que

(1) *Correspondence resp. Central Asia*, Nr 1, 1878, p. 132 (No 170).

(2) Ibid., p. 122. Nr 126. Dépêche de lord Derby à lord Loftus en date du 7 octobre 1877.

« la bonne entente » existait entre la Russie et l'Angleterre sur la question de l'Asie centrale, le marquis de Salisbury avait déjà expédié ses instructions nouvelles en date du 22 janvier 1875, en vertu desquelles une intervention systématique dans les affaires de l'Afghanistan devait être mise à exécution. Quand lord Lytton commença sa politique d'agression contre l'émir, le gouvernement de Saint-Pétersbourg ne songeait nullement à envoyer à Caboul une mission diplomatique. Et en tout cas cette mission, quand elle eut lieu, ne mettait en aucune façon en danger la souveraineté de Shir-Ali-Khan.

Qui donc a violé ses engagements? Qui a lésé les droits d'autrui? Les faits incontestables que nous avons exposés, permettent au lecteur impartial de résoudre cette question.

Les événements qui suivirent l'arrivée de la mission russe à Caboul sont trop connus pour qu'il soit nécessaire de les rappeler ici.

D'après les sources anglaises, l'expédition du général Stolétoff à Caboul était une affaire décidée dès le mois de mars 1878[1]. Le général n'arriva à Caboul qu'en juillet, après la clôture du congrès de Berlin; il n'y a dans l'Asie centrale ni chemins de fer, ni même des chemins carrossables, et il faut au moins deux mois pour franchir la distance qui sépare Caboul de Taschkent. Lorsque le traité de Berlin fut conclu, ordre fut donné au général Stolétoff de quitter Caboul. Vu l'attitude de lord Lytton envers Shir-Ali-Khan, il est bien naturel que celui-ci ait reçu la mission russe. L'émir savait parfaitement que les Russes n'avaient point l'intention d'amoindrir son autorité à l'égard de son peuple, ni d'attenter à l'indépendance de son pays.

Cependant le gouvernement anglais ne se lassait pas de protester contre « la violation de l'accord et des engagements conclus à l'égard de l'Afghanistan[2] », et de chercher à établir des contradictions fictives entre les autorités russes à Saint-Pétersbourg et les autorités russes dans l'Asie centrale. La mission russe quitta Caboul dans l'automne de 1878. Son séjour avait fourni à lord Lytton le prétexte voulu pour déclarer la guerre à Shir-Ali-Khan; ce qui eut lieu en novembre, la dignité offensée de l'émir ne lui ayant pas permis de consentir à recevoir une mission anglaise ni de se soumettre à l'ultimatum que lui imposait le vice-roi des Indes.

1) *Correspondence resp. Central Asia*, nº 1, 1878, p. 150, nº 153.

2) V. la dépêche de lord Loftus au marquis de Salisbury, en date du 27 septembre 1878. (*Corresp. resp. Central Asia*, nº 2, 1878, p. 7, nº 2).

La mort de Shir-Ali porta sur le trône son fils Yakoub-Khan et eut pour résultat immédiat la conclusion du traité de paix dont nous avons exposé plus haut les stipulations les plus importantes.

V.

La guerre entre l'Angleterre et l'Afghanistan est terminée; la paix est conclue; l'émir de Caboul est devenu l'humble serviteur du vice-roi des Indes britanniques.

Cela étant, on est conduit à se demander de quelle nature sont les rapports actuels entre l'Angleterre et la Russie dans l'Asie centrale. Les déclarations échangées entre ces deux grandes puissances avant les derniers événements sont-elles restées entières ? Le traité de paix extorqué à Yakoub-Khan n'a-t-il rien changé aux rapports mutuels de la Russie et de l'Angleterre à l'égard de l'Afghanistan?

La correspondance diplomatique ne donne aucune réponse à ces questions : elle ne concerne que les événements antérieurs à la conclusion du traité de paix. On peut supposer que les deux grandes puissances n'ont pas encore traité jusqu'à présent les questions soulevées par les derniers événements dans l'Afghanistan. Vers la fin de l'année passée, quand la mission russe fut retirée de Caboul, on demanda au gouvernement anglais, s'il reconnaissait comme valables les engagements antérieurs existant entre la Russie et l'Angleterre? Le marquis de Salisbury répondit au comte Schouwalow que le gouvernement anglais était prêt à rétablir les rapports sur la base des actes de 1875 et des années antérieures. Toutefois le chef du Foreign Office prétendait que ni le memorandum russe de 1875, ni la réponse anglaise de la même année, n'avaient formulé le maintien de l'indépendance de l'Afghanistan comme engagement conclu entre la Russie et l'Angleterre.

Le comte Schouwalow semble avoir été d'avis contraire. Nous avons cherché à prouver que cet engagement existe et qu'il repose sur le texte de tous les engagements pris par l'Angleterre et la Russie concernant l'Asie centrale. Le memorandum de 1875 insiste sur ce point avec une énergie particulière.

Cependant, par une note du 19 décembre 1878, le marquis de Salisbury informa l'ambassadeur de Russie qu'après le renvoi de la mission russe de Caboul le gouvernement anglais considérerait tous les engagements réciproques concernant l'Asie centrale comme rétablis et ayant de nouveau force obligatoire.

Ceci eut lieu à la fin de l'année passée, au début de la guerre entre l'Angleterre et l'Afghanistan. Le traité de paix conclu avec le nouvel émir n'a été conclu qu'au mois de mai dernier; un changement radical s'est opéré par là dans l'état de choses dont l'existence était la base fondamentale et la raison d'être de tous les pourparlers diplomatiques et de tous les engagements entre la Russie et l'Angleterre; il est évident qu'un accord nouveau entre ces deux puissances est devenu une nécessité absolue. Nous ne savons pas si de nouveaux pourparlers sont engagés déjà sur ces points, ni quelle est l'attitude du gouvernement russe en présence du traité conclu avec Yakoub-Khan. Nous estimerions puéril de nous livrer à des conjectures au sujet de l'accord futur qui règlera les relations mutuelles entre la Russie et l'Angleterre dans l'Asie centrale.

Nous nous permettrons seulement de soumettre à l'attention bienveillante du lecteur quelques considérations, de la vérité desquelles nous sommes profondément convaincus.

Et d'abord, nous sommes convaincu que le point de départ de toutes les négociations qui ont eu lieu jusqu'à ce moment entre la Russie et l'Angleterre, est complètement faux. Quel a été le but avéré de tous les pourparlers diplomatiques? De prévenir par tous les moyens possibles le contact immédiat entre les possessions de la Russie et de l'Angleterre. Cette idée paraît être profondément enracinée dans l'opinion publique et dans les sphères gouvernementales de l'Angleterre. On part de la supposition que du moment où les possessions russes seraient mises en contact direct avec les possessions britanniques dans les Indes, un conflit entre l'Angleterre et la Russie serait inévitable. Les intérêts vitaux des Indes, prétend-on jusqu'à présent en Angleterre, exigent impérieusement le maintien d'une zône intermédiaire entre les possessions russes et anglaises dans l'Asie centrale, séparant les sphères d'action des deux puissances.

Quant à nous, nous prétendons au contraire que ce contact direct sera la meilleure base d'un accord sincère entre la Russie et l'Angleterre sur leur politique mutuelle en Asie. De plus, nous sommes persuadé que ce contact des possessions anglaises et russes dans l'Asie centrale aura la meilleure influence sur les rapports de ces deux grandes puissances dans leurs sphères d'action en Europe.

Personne, au fait de l'histoire de la civilisation européenne, ne niera que l'Angleterre n'ait les meilleurs titres à la reconnaissance de toutes

les nations, par sa constitution, ses institutions politiques, ses lois, ses philosophes, ses poètes, ses hommes d'État. Nous éprouvons personnellement une admiration sincère pour les institutions de ce pays, pour la force vitale, l'énergie indomptable, le caractère vigoureux et honnête de la nation anglaise.

Cependant, tout en rendant hommage aux grandes et respectables qualités des Anglais, il faut bien reconnaître qu'ils ont certains défauts, dont l'existence ne saurait être contestée. La conscience de leur force fait trop souvent qu'il oublient les droits d'autrui à l'existence et à la vie; leur énergie indomptable dégénère parfois en un mépris profond des intérêts, des aspirations légitimes, de l'indépendance individuelle ou nationale des autres peuples; leur caractère fortement trempé peut méconnaître les affections et le caractère de leurs voisins; leur loyauté peut entrer en conflit avec leurs engagements et promesses. On est d'accord, et les Anglais en ont bien conscience, qu'ils se distinguent surtout de toutes les autres nations par un esprit exclusif et égoïste, grâce auquel ils ont pu développer les traits caractéristiques de leur individualité nationale et politique. Mais d'un autre côté, il est non moins incontestable que ces traits caractéristiques sont souvent insupportables aux autres nations, qui sont aussi pénétrées de la conscience de leurs droits et de leurs intérêts. Un conflit entre les droits et les intérêts peut naturellement provoquer une lutte légitime et des combats acharnés. Cependant, dans la politique de l'Angleterre, ce n'est très souvent ni une collision des intérêts, ni un conflit des droits qui a provoqué les guerres déclarées aux autres nations. Non, malheureusement : trop souvent ce sont les préjugés invétérés, les soupçons héréditaires, les préventions passionnées, les aspirations d'un égoïsme sans raison et sans limites. Il faudrait prouver que dans tous les cas ces guerres, issues de pareilles sources, ont réellement apporté à la nation anglaise plus d'avantages que de pertes.

Cet esprit d'*exclusivisme* est, dans une large mesure, le résultat de la situation insulaire de la Grande-Bretagne. Cette situation favorise des tendances égoïstes, une manière d'agir peu compatible avec l'idée fondamentale de la société ainsi qu'avec un commerce basé sur la réciprocité des intérêts et le respect des droits du prochain. Les nations civilisées forment une société, au sein de laquelle chaque membre doit trouver le respect de ses droits, la sécurité de ses intérêts vitaux. Comme toute société, celle-ci ne saurait subsister, si chaque nation accordait une liberté illimitée et

sans frein à ses aspirations, à ses affections, à ses passions. Toute civilisation suppose un compromis entre des intérêts divergents; la société des nations civilisées ne serait qu'une chimère si elles ne consentaient à mettre des bornes à leurs aspirations et à faire des concessions aux intérêts légitimes d'autrui, concessions mutuelles, récompensées par les bienfaits incalculables que donne aux nations civilisées l'existence d'une communauté intime entre elles et le maintien de leurs relations pacifiques. Mais pour qu'une nation ait le respect nécessaire des intérêts des autres peuples, il faut qu'elle sente elle-même que ses propres intérêts dépendent de ceux des autres; pour qu'un État soit prêt à faire des concessions au profit des aspirations légitimes des autres États, il faut qu'il soit pénétré de la *nécessité* d'un compromis; pour qu'un membre de la société des nations civilisées comprenne ses devoirs comme membre-sociétaire, il faut qu'il soit en contact direct et immédiat avec les autres membres.

Partant de ce point de vue, nous sommes convaincu que le contact immédiat qui s'établit évidemment entre les possessions de l'Angleterre et de la Russie dans l'Asie centrale, ne saurait avoir que des conséquences bienfaisantes pour les rapports mutuels des deux puissances. Ce contact de leurs possessions aura l'effet le plus heureux sur leur politique tant en Asie qu'en Europe, en leur rappelant toujours et à chaque moment qu'elles sont voisines, qu'elles ont des intérêts importants à défendre et que cette défense ne saurait être efficace que moyennant le respect de leurs intérêts individuels. Le voisinage immédiat de la Russie et de l'Angleterre en Asie doit, d'une part, forcément inspirer au gouvernement anglais un plus grand respect des droits de la Russie, et d'autre part, obliger cette dernière puissance à écarter toute idée hostile aux intérêts britanniques en Asie. En un mot, par ce contact des possessions anglaises et russes dans l'Asie centrale, l'Angleterre, ayant perdu sa situation insulaire, se verra forcée d'abandonner sa politique insulaire.

La Russie, grâce à ce voisinage, sera mieux garantie dans le respect de ses droits incontestables et se convaincra peu à peu que la sécurité de ses propres possessions en Asie dépend essentiellement de la domination de l'Angleterre sur des nations asiatiques comptant plus de 200 millions d'âmes. Sur cette base, un accord entre la Russie et l'Angleterre sera non seulement possible, mais aussi durable.

Il nous paraît, enfin, que la Providence même conduit les deux grandes

puissances à cette voie commune et vers ce but élevé. Nous avons vu que les pourparlers concernant le maintien d'un « terrain neutre » ou d'une « zône intermédiaire » entre leurs possessions respectives en Asie, n'ont jamais abouti. Pourtant on ne peut révoquer en doute ni les capacités des hommes d'État engagés dans ces pourparlers, ni leur bon vouloir, ni la sincérité de leurs efforts. La force des choses s'est montrée plus forte que la volonté humaine. Toutes les tentatives qui pourront être faites dans l'avenir pour créer cette zône intermédiaire entre les possessions russes et anglaises, resteront également infructueuses.

D'ailleurs, nous l'avons dit, ce contact immédiat entre la sphère d'action de l'Angleterre et celle de la Russie nous paraît un bienfait et non une calamité. Si nous nous plaçons à ce point de vue, nous dirions volontiers que ce traité de paix imposé à l'émir de Caboul contrairement aux engagements pris par la Grande Bretagne à l'égard de la Russie, produit un résultat qui peut être avantageux : celui d'établir un voisinage immédiat entre les possessions russes et anglaises dans l'Asie centrale. L'Afghanistan est dès à présent une province de l'empire des Indes et la politique de lord Beaconsfield et de lord Lytton a, inconsciemment sans doute, créé l'état des choses en Asie qui jusqu'à présent avait toujours été l'objet des craintes et des appréhensions des Anglais.

Nous pensons que ce contact immédiat de leurs territoires respectifs en Asie doit devenir la seule base pratique et raisonnable d'un accord parfait entre les deux grandes puissances. Cette condition première d'un accord mutuel étant un fait accompli, les autres conditions se réaliseront beaucoup plus facilement. Parmi ces dernières conditions nous insistons seulement sur les suivantes :

Il est indispensable, en premier lieu, que les deux grandes puissances se convainquent de cette vérité absolue et irréfutable, qu'une lutte entre elles en Asie serait, en dernière analyse, le commencement de la fin de leur domination dans cette partie du monde. Le jour où la Russie triomphera de l'Angleterre dans l'Asie centrale, elle sera à la veille de la chûte de sa propre autorité dans ces contrées. Le jour où l'Angleterre aura obtenu une victoire décisive sur la Russie, les Indes britanniques seront à mi-chemin vers leur délivrance du joug anglais.

Cette thèse, qui au premier abord semble paradoxale, est fondée sur des considérations qui ont droit à l'attention des hommes d'État de l'Angleterre et de la Russie.

Supposons, en effet, que l'Angleterre déclare la guerre à la Russie et

choisisse les contrées de l'Asie centrale comme base d'opérations militaires. Il est certain que l'armée anglaise serait recrutée en majorité dans la population indigène des Indes. Tous les princes et gouvernements indiens seraient invités à prendre part à cette expédition qui serait entreprise sans doute sur une échelle immense. Si la Russie était battue dans l'Asie centrale, les alliés asiatiques s'en approprieraient très naturellement toute la gloire et tous les mérites. Plus sera grand leur nombre dans l'armée expéditionnaire contre la Russie, plus les princes indigènes se convaincront de la faiblesse militaire du gouvernement anglais, et plus ils seront portés à se proclamer eux-mêmes les vrais vainqueurs des armées russes. Dans ces circonstances, une guerre anglo-russe en Asie, et surtout la victoire de l'Angleterre, auraient probablement pour conséquence immédiate chez les nations soumises aux Anglais un grand développement du sentiment de leur propre force. C'est justement ce qui manque jusqu'à présent aux populations de l'Inde, qui comptent plus de 200 millions d'âmes. Quand cette masse inerte aura compris sa force et la faiblesse relative de ses maîtres, la fin de la domination anglaise aux Indes ne sera plus qu'une question de quelques années.

Supposons maintenant le cas inverse : la Russie poussant une expédition militaire vers les Indes, les troupes anglaises battues, les frontières des possessions anglaises franchies, la population indigène soulevée en masses compactes et formidables contre les Anglais. Ce soulèvement de la population indigène, en cas d'une attaque de la Russie sur les Indes britanniques, constituerait certainement, en pareil cas, la base essentielle des opérations des armées russes. La domination anglaise serait finie. Les derniers vestiges des Anglais en Asie disparaîtraient. Mais après? Que ferait la Russie avec ces 200 millions d'hommes qui craignent et trahissent les Anglais et les Russes comme chrétiens et Européens? La Russie pourrait-elle occuper la place que le gouvernement anglais laisserait vide dans les Indes? Serait-elle en état de soumettre à son autorité ces 200 millions d'âmes qui obéissent aux Anglais autant par habitude que par crainte? Enfin, serait-il avantageux à la Russie d'étendre ses frontières jusqu'à ces pays lointains?

Nous croyons que tout Russe aimant sa patrie et en comprenant les vrais intérêts, répondra avec nous négativement à toutes ces questions. L'extension à l'infini des frontières russes ne peut que diminuer les forces défensives et les ressources matérielles de la Russie. La soumission des 200 millions d'habitants des Indes ne sera jamais autre chose qu'un rêve

ou le produit d'une imagination surexcitée. Le résultat final du triomphe de la Russie en Asie serait donc inévitablement l'établissement dans ces contrées d'États indépendants qui causeraient beaucoup plus d'embarras à la Russie, et seraient bien plus dangereux pour les possessions russes dans ces contrées, que l'existence à Calcutta d'un gouvernement civilisé et chrétien.

Nous ne pouvons, en conséquence, absolument pas prévoir de résultats bienfaisants pour l'une ni pour l'autre de ces deux grandes puissances, d'une guerre venant à éclater entre elles. Quoiqu'il arrive, dès le moment où il aurait abattu son adversaire européen, le vainqueur se trouverait plongé dans les plus grands embarras et exposé aux plus grands dangers. Que tous ceux qui, en Angleterre ou en Russie, poussent à un conflit, veuillent bien d'abord répondre à cette question : que faire des pays conquis et comment maintenir en état de soumission les nations indigènes? C'est surtout aux écrivains anglais de la catégorie de sir Henry Rawlinson et de lord Lytton qu'incombe le devoir sacré d'élucider cette question avant de pousser à une « *politique énergique et impériale* » contre la Russie.

Quand les autorités compétentes de l'Angleterre se seront convaincues de l'immensité des dangers qui résulteraient inévitablement de victoires ou de succès remportés sur la Russie, l'entrain belliqueux s'éteindra, et les clameurs et les cris de guerre cesseront d'étouffer la voix de la raison et du bon sens. Alors l'accord avec la Russie s'imposera de lui-même.

En second lieu, il faut qu'on abandonne, en Angleterre, ces préjugés invétérés sur les aspirations conquérantes de la Russie, qui règnent actuellement encore dans la presse anglaise et même au parlement. Il faut que l'Angleterre se rende bien compte qu'elle-même a fait, pendant les dernières quarante années, l'acquisition de provinces habitées par une population de plusieurs millions plus nombreuse et infiniment plus riche que celle de toutes les contrées qui s'étendent du Wolga aux frontières de la Chine et que la Russie a annexées dans ces dernières temps (1).

L'Angleterre doit non moins nécessairement commencer à comprendre que, par l'animosité qu'elle montre à tout instant à l'égard de la Russie, elle affaiblit son propre prestige, amoindrit sa propre autorité et permet

(1) Comp. l'étude intéressante (N° VIII) de sir HENRI RAWLINSON dans le *Quarterly Review* de janvier 1879. — Duc d'ARGYLL, *loc. cit.*, II, 223.

aux gouvernements asiatiques de l'exploiter d'une manière indigne d'une grande puissance européenne.

Les gouvernements asiatiques comprennent parfaitement l'animosité qui règne entre l'Angleterre et la Russie et ils en profitent pour extorquer divers avantages ; on peut aisément s'en convaincre en suivant les pourparlers échangés entre l'émir de Caboul et le gouvernement de Calcutta. Shir-Ali-Khan et ses ministres ont maintes fois déclaré aux vice-rois des Indes qu'ils savaient parfaitement l'importance de l'Afghanistan pour la défense des possessions britanniques aux Indes. L'émir disait que le gouvernement anglais devait le défendre contre la Russie pour garantir la sécurité de ses propres possessions. Voilà pourquoi Shir-Ali-Khan exigeait de l'Angleterre, parfois d'un ton assez arrogant, des subsides en argent et en munitions de guerre. Il a reçu des sommes énormes comme lui étant dues par le gouvernement anglais (1). Les ministres anglais et les vice-rois des Indes avaient pleine intelligence de cette circonstance; pour l'écarter, il aurait fallu, en Angleterre, cesser de répandre toute sorte d'accusations sur le compte de la Russie et de son ambition, et de ses aspirations de conquête aux Indes.

Le général Kaufmann a attiré sur cette question l'attention de son gouvernement.

« Il y a lieu de croire », écrivait-il au prince Gortchakow, le 17/29 juin 1870, « que la surexcitation des esprits qui règne en ce moment dans les khanats de l'Asie centrale voisins de nos frontières, tient en partie à la conviction dont les peuples de ces pays, et principalement les Afghans, sont pénétrés que tôt au tard, grâce à une haine implacable et invétérée, les Russes et les Anglais doivent en venir aux mains en Asie. Plus d'une fois cette conviction a été exprimée par le Serdar afghan Abdul-Rahman-Khan (neveu de Shir-Ali et prétendant au trône de Caboul, réfugié en Turkestan), et il a insisté sur ce point pour tâcher de me persuader que la Russie avait intérêt, voire même qu'il lui était absolument indispensable de l'aider, lui Abdul-Rahman, à s'emparer de Caboul. »

Nous avons vu plus haut les autorités anglaises aux Indes, comme le commandant en chef de l'armée, M. Mansfield, et le colonel Taylor, s'exprimer exactement dans le même sens.

Les adversaires inplacables *tant de la Russie que de l'Angleterre*

(1) Comp. Duc d'ARGYLL, *The Eastern question*, t. II, p. 313, 323 et suivantes.

peuvent seuls vouloir favoriser le développement de cette conviction dans les pays asiatiques, et donner aux populations barbares et fanatiques de ces pays des preuves qu'un antagonisme profond divise les deux gouvernements civilisés de l'Asie centrale. Plus cette intelligence de l'animosité existant entre les deux grandes puissances européennes, se répandra au sein des peuples asiatiques, plus ces puissances perdront de terrain en Asie, plus leur domination sera mise en péril.

—

Nous sommes arrivé à la fin de notre étude.

L'idée fondamentale qui l'a inspirée, est maintenant connue du lecteur. Cette idée, c'est la conviction intime et inébranlable que les intérêts de la Russie et de l'Angleterre dans l'Asie centrale sont essentiellement solidaires. Ces deux grandes puissances devraient toujours rester pénétrées de cette vérité, que la mission civilisatrice dont elles se sont chargées envers les peuples à demi-sauvages des pays lointains dont il s'agit, n'est point une chimère; qu'elle est au contraire un fait réel et constitue une tâche digne d'elles.

Puissent la Russie et l'Angleterre ne jamais déserter leur mission! Puissent-elles établir à l'avenir leurs rapports mutuels, non sur la défiance et l'antagonisme, mais sur une confiance réciproque, sur des explications franches et loyales, sur un respect sincère des droits acquis et des aspirations légitimes de l'une et de l'autre.

Les plaines et les montagnes de l'Asie centrale permettent de donner un libre essor à toutes les forces matérielles et intellectuelles de la nation anglaise et de la nation russe. Les deux nations doivent s'y tendre la main et prouver aux peuples asiatiques, par une conduite basée sur une confiance et une estime mutuelles, qu'elles placent leurs intérêts dans une lutte infatigable contre la barbarie et dans l'introduction d'institutions sociales propres à garantir les progrès de la civilisation. En se donnant la main avec confiance, en oubliant les préventions passionnées des temps passés, la nation russe et la nation anglaise prouveront que la vraie civilisation repose en réalité sur la *coopération* en vue d'un but commun, élevé, digne du XIX[e] siècle.

(Extrait de la *Revue de Droit international et de Législation comparée*, t. XI, livr. 3.)